

# Des trous dans la Loi sur le financement des partis politiques?

LOUIS FALARDEAU



Quand le Directeur général des élections du Québec, Pierre-F. Côté, est allé à Ottawa témoigner devant la commission Lortie qui est chargée de réviser la loi électorale fédérale, il n'avait pas honte de donner en exemple la loi qu'il administre depuis 1978. N'en dit-on pas du bien de par le monde, surtout depuis que René Lévesque l'a complétée, en 1977, en faisant adopter la Loi sur le financement des partis politiques, qui est restée jusqu'à sa mort celle dont il était le plus fier.

M. Côté a donc assez mal pris d'entendre des intervenants affirmer comme une évidence qu'elle souffrait d'un défaut majeur, à savoir que les personnes morales contournaient régulièrement l'interdiction qui leur est faite de contribuer aux caisses électorales des partis, en remboursant les contributions que font à leur demande leurs employés. (La loi prévoit que seuls les électeurs peuvent contribuer aux caisses des partis, ce qui exclut les entreprises, les bureaux de professionnels, les associations et les syndicats.)

«J'ai pris la parole, raconte M. Côté, et je leur ai dit que ce qu'on affirme sans preuve peut être nié sans autre forme de procès. J'ai le pouvoir de faire enquête et d'intenter des poursuites, dit-il au cours d'une interview accordée à *La Presse*, mais qu'on me donne des preuves ou tout au moins un début de commencement de preuve.»

Or des preuves, il n'y en a pas eu beaucoup depuis 13 ans. Peut-être quelques dizaines d'enquêtes et un grand total de sept condamnations. Un fabricant d'asphalte, un marché d'alimentation, une association de propriétaires et quatre municipalités qui avaient acheté pour leur maire le billet lui permettant de participer à un dîner-bénéfice du Parti libéral.

### Des soupçons

Il n'y a pas de preuve, mais les intervenants à la commission Lortie ne sont pas les seuls à avoir des soupçons. Les péquistes sont généralement convaincus que les dirigeants de compagnies et les professionnels qui paient 1000\$ pour avoir le privilège de dîner en tête à tête avec quelques ministres du gouvernement Bourassa le font avec les deniers de leur entreprise. Certains avouent même, sous le couvert de l'anonymat, que cela



**Pierre-F. Côté**  
Directeur général des élections du Québec

« J'ai le pouvoir de faire enquête et d'intenter des poursuites, mais qu'on me donne des preuves ou tout au moins un début de commencement de preuve. »

peut probablement se produire dans leur propre parti!

Un ancien ministre du gouvernement Bourassa reconnaît candidement, mais après avoir requis lui aussi l'anonymat, que «plusieurs présidents de compagnies doivent se faire rembourser par leurs compagnies». Et lorsqu'on lui demande s'il croit qu'il s'agit d'une pratique généralisée, il répond: «Je soupçonne que oui».

Pierre Boileau, directeur général du Parti québécois, dit qu'«on peut supposer que les gens qui paient 1000\$ pour participer aux activités-bénéfice (des libéraux) se font rembourser, mais on n'en a pas la preuve». Pour ce qui est des activités à 100\$ que son parti commence à organiser, il répond prudemment: «Je ne pense pas».

Jean Gauthier, responsable du financement au PLO, dit que «si ça se fait, on ne le sait pas. Quand on le sait, on retourne le chèque à la compagnie». Trois contributions (sur 31 783) ont été retournées pour cette raison en 90. Et il s'agissait dans chaque cas de montants modestes versés par des petites entreprises qui ne connaissent manifestement pas la loi.

Car si les gens trichent, ils ne le font certes pas ouvertement. Les partis publient la liste de ceux qui ont donné plus de 100\$ et on n'y trouve aucun nom de personne morale. On soupçonne cependant que, par exemple, l'architecte qui accepte de représenter son bureau à un dîner-bénéfice se fait rembourser au moyen d'un boni spécial ou d'un compte de dépenses bidon.

Et on reconnaît que si les contrevenants sont le moins habiles, la preuve de l'infraction n'est pas facile à faire. Pierre-F. Côté explique qu'il ne peut quand même pas aller fouiller dans la comptabilité des compagnies sans partir au moins d'une dénonciation bien documentée.

Son bureau enquête présentement sur l'«aveu» du président de Donohue, Charles-Albert Poissant, qui disait publiquement récemment que sa compagnie avait contribué à la caisse électorale des deux grands partis. Mais on peut parier qu'il devra conclure que M. Poissant s'était mal exprimé et voulait dire que des cadres de son entreprise avaient fait des dons. Le rapport du PLO pour 1990

nous apprend que M. Poissant a fait deux dons à ce parti totalisant 225\$.

### Surtout le PLO

Si les soupçons pèsent surtout sur le Parti libéral, c'est que cette formation reçoit beaucoup plus de dons importants. En 1990, par exemple, 47 p. cent (14 970) de ses 31 783 souscripteurs ont versé plus de 100\$, alors que le Parti québécois n'a reçu que 2507 dons de cet ordre, soit 5 p. cent des 50 483 contributions qui lui ont été versées.

C'est aussi parce que ce parti se finance surtout en organisant des activités-bénéfice dont plusieurs ne sont pas à la portée de toutes les bourses. En 90, les 251 activités de cette sorte lui ont rapporté plus de 80 p. cent des 5,4 millions récoltés. Il y a eu 27 de ces soupers ou cocktails à 1000\$ le couvert, et deux à 1500\$.

La façon dont ces activités sont organisées amène certaines personnes à se demander si le PLO respecte toujours l'esprit de la loi, qui était notamment de favoriser le financement populaire. Quand, contre 1000\$, on permet à 15 ou 30 personnes de dîner en compagnie de

# Plusieurs soupçonnent les entreprises de contribuer aux caisses des partis, mais personne ne peut apporter de preuves

deux ou trois ministres, on donne pour le moins l'impression de vendre à ce prix un accès privilégié au gouvernement.

«C'est évident que quand tu as dîné avec lui deux semaines plus tôt, tu es plus porté à prendre l'appel d'un électeur, reconnaît l'ancien ministre cité plus haut. Mais ce n'est pas tant à cause de l'argent, que du fait que tu le connais maintenant. C'est vrai que ça ressemble au prix d'entrée à payer pour avoir accès au gouvernement. Ça l'est, on peut pas se le cacher.»

Jean Gauthier se contente de dire que ce mode de financement respecte la loi et qu'une association de circonscription n'a pas besoin de faire payer les gens pour obtenir qu'un ministre accepte son invitation. Il ajoute que si le parti est revenu à ce mode de financement avec le retour aux affaires de M. Bourassa, c'est simplement qu'il est plus efficace que la sollicitation de porte en porte.

Pierre Boileau, du PQ, réplique que c'est plutôt parce qu'une campagne populaire «nécessite une structure militante forte que n'a pas le PLO». Son parti n'a organisé que trois activités-bénéfice en 90, dont la plus chère coûtait 500\$. Mais il a l'intention d'en organiser un plus grand nombre, et à 100\$, cette année.

Cette pratique ne le scandalise pas, même s'il souligne la modestie des prix demandés par son parti. «Les gens contribuent pour être écoutés, mais rien ne leur garantit qu'ils seront entendus. Il faut sans doute qu'ils contribuent s'ils veulent bénéficier des largesses du gouvernement, mais le fait de contribuer ne leur garantit rien.»

### L'esprit de la loi

Pierre-F. Côté reconnaît que la pratique est légale. Mais respecte-t-elle l'esprit de la loi? «J'espère bien», se contente-t-il de répondre. Plus tôt au cours de l'interview, après avoir dit que la loi était bonne et exportable, mais certainement perfectible, il ajoutait: «Il faut être constamment aux aguets, ne pas prendre la démocratie pour acquis. Si on n'est pas vigilant, tout peut arriver... Un changement d'attitude peut faire dévier la loi.»

Un dirigeant du PQ, qui a requis l'anonymat, explique que si son parti avait des preuves que les libéraux trichent, il les dénoncerait. Mais les tricheries soupçonnées ne l'empêchent pas de dormir.

«C'est quoi l'esprit de la loi? On voulait mettre fin aux caisses occultes et éviter que des souscripteurs en donnant des dizaines de milliers de dollars aient une véritable emprise sur le gouvernement. Or ça c'est acquis. On connaît les donateurs. Ce n'est pas l'argent, mais les réseaux d'amitié, par exemple, qui donnent accès à ceux qui sont au pouvoir.»

# ÉTHIOPIE

# L'édifice mis en place par les USA risque de s'effondrer



CHARLES DAVID

Avec la bénédiction américaine, l'Éthiopie, toujours gravement marquée par la famine, tente, depuis l'effondrement des forces de l'ex-dictateur marxiste Mengistu Haïlé Mariam, de refermer sans trop de casse une parenthèse tragique de guerre civile internationale vieille de trente ans.

Pourtant la prise du pouvoir, à Addis-Abeba, par le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien (FDRPE) et l'instauration d'un gouvernement provisoire en Érythrée par le Front Populaire de Libération de l'Érythrée (FPLE) dissimulent mal déjà un certain nombre de contradictions qui, à moins d'être surmontées à brève échéance, risquent de rallumer plus sauvagement le plus vieux conflit de l'Afrique.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de la débâcle éthiopienne que de retrouver les États-Unis en commissaire liquidateur d'une guerre de libération menée par des groupes rebelles d'obédience

marxiste-léniniste contre un régime de démocratie-populaire, naguère allié de l'URSS, de Cuba et de la RDA.

Paradoxe, en fait, apparent puisqu'il découle directement de trois facteurs réels qui conditionnent la démarche américaine:

- La détente Est-Ouest, avec la remise en cause de l'ordre international, et l'émergence des États-Unis comme la seule véritable super-puissance.
- La confirmation de la marginalisation de l'Afrique comme continent stratégique et d'une manière plus globale, l'affaiblissement du rôle politique du Tiers-monde.
- La constatation par tous les acteurs de la crise éthiopienne du rôle majeur, voire incontournable, de Washington dans la survie physique et quotidienne du pays devenu, au fil de sa descente aux enfers, le pays le plus pauvre du monde.

### Moscou laisse tomber ses pions

A partir du moment où la fin de la Guerre froide consacrait l'essoufflement économique de l'URSS, — reconnaissant qu'elle ne pouvait plus se payer les moyens de sa politique de zone d'influence destinée à nourrir les feux de mini-Vietnam et à gruger les États-Unis par tiers-monde interposé, — la détente ne pouvait que réduire à néant les champs de rivalité géo-politique dans le Tiers-monde.

De plus, en pronant désormais une gestion concertée des crises pour résoudre les conflits régionaux et éteindre les foyers de tension existants, la nouvelle approche des relations Est-Ouest, en privilégiant le poids politique américain, laissait désormais désarticulés les pions longtemps manipulés par Moscou.

A preuve, le cas de l'Éthiopie n'est pas singulier. Les mêmes causes ont produit les mêmes effets au Nicaragua, en Angola, en Afghanistan et, d'une façon plus radicale, en Irak. Aussi, au bout d'une guerre de 30 ans avec les «indépendantistes érythréens» et d'un affrontement de 15 ans avec les autres factions rebelles qui auront coûté à l'Éthiopie des deux Négus (le Roi des Rois Haïlé Sélassié, l'allié des Américains, et le Négus rouge, Mengistu Haïlé Mariam, l'allié du bloc socialiste) plus d'un demi-million de soldats et l'appauvrissement total du pays, la cause était entendue.

Elle le fut plus précisément quand, mettant en pratique sa nouvelle doctrine, Mikhaïl Gorbatchev refusa de continuer à assurer les besoins militaires de Mengistu. Elle devint irréversible quand Washington, faisant peu de cas de la nouvelle conversion du Négus rouge aux bienfaits de l'économie mixte, de son apostasie de la foi socialiste, de sa découverte des mérites de la démocratie pluraliste et de son soutien inconditionnel au Conseil de Sécurité lors de la crise du Golfe, laissa le régime partir à la dérive.



Il est vrai que par le biais d'Israël, préoccupé du sort des Juifs éthiopiens (les Falashas) et par le maintien de la façade stratégique de l'Érythrée (seule portion non-arabe de la Mer rouge), Washington a toujours gardé des canaux ouverts avec le régime de Mengistu, même au plus fort de son alliance avec Moscou. De plus, le blé américain, constituant une excellente monnaie d'échange, a forcément ménagé aux États-Unis de précieuses intelligences à Addis-Abeba, et on voit maintenant, la prérogative presque automatique de la médiation entre les parties en conflit.

### Une architecture fragile

Mais les contradictions des intérêts des trois organisations rebelles risquent de fracturer la fragile architecture politique que Washington s'efforce de mettre en place. Déjà, selon des représentants du Comité international de la Croix rouge (CICR), les affrontements, depuis l'arrivée des rebelles dans la capitale éthiopienne pour y faire régner l'ordre à la

demande expresse de Washington; ont fait plus de 200 morts et près de 400 blessés. On sait que l'éthnie Amhara, prédominante à Addis-Abeba, accepte difficilement sa sujétion aux bandes venues des marches de l'Empire (l'Érythrée et le Tigre) et accuse les États-Unis d'avoir soldé l'Éthiopie à Londres.

Pourtant, quels que soient les remous qui agitent la capitale éthiopienne, la menace sérieuse à l'ordre actuel se profile surtout du côté de l'Érythrée. Certes, les États-Unis ont toujours défendu l'unité de l'Éthiopie et leur choix de la carte tigréenne avec le FDRPE confirme cet intérêt. Toutefois, il serait étonnant que les Érythréens, parvenus au bout de leur peine, acceptent de mettre sous le boisseau l'exigence fondamentale qui les a conduits à prendre les armes: la tenue d'un référendum devant déboucher, dans leur esprit, au mieux sur l'indépendance, au pire sur l'autonomie.

### La quadrature du cercle

La question cruciale, à l'heure actuelle, est de savoir comment les alliés d'hier (le FDRPE et le FPLE) vont résoudre la quadrature du cercle. En dépit du satisfaction de Washington qui a félicité le FPLE pour s'être abstenu de proclamer immédiatement l'indépendance de l'Érythrée et pour avoir manifesté l'intention de maintenir les liens économiques avec les autres provinces de l'Éthiopie, la crise demeure latente. À preuve le FPLE a refusé de participer au gouvernement central, pour se garder les mains libres, et a, en revanche, instauré un gouvernement provisoire sur son territoire, déniant par là au gouvernement central tout droit d'ingérence dans les affaires de l'Érythrée.

Le cas érythréen est d'autant plus dangereux que, par un rythme d'enchaînement, il pourrait allumer d'autres brasiers chez les autres minorités (Afars, Oromos, Somalis...) qui n'ont jamais caché leur désir de secouer le joug d'Addis-Abeba.

Par contre, Washington dispose d'une arme redoutable — l'aide alimentaire — pour contraindre les plus récalcitrants à épouser d'éventuels compromis afin d'enrayer le démembrement de l'Éthiopie. Le tout est de savoir si les Érythréens qui ont déclenché la plus longue guerre d'Afrique pour affirmer leur identité ne seraient pas tentés de les assimiler à des compromissions.

Un rebelle éthiopien monte la garde sur les armes de soldats de l'armée éthiopienne faits prisonniers cette semaine.

TELÉPHOTO Reuter

## Éditorial

## Pour que justice soit faite

« C'est scandaleux. C'est épouvantable. Il y a une justice pour les riches et une justice pour les pauvres. Le système est malade. »

Depuis 24 heures, vous aurez tout entendu sur les lignes ouvertes des ondes radiophoniques, dans les bureaux ou sur la rue relativement à la libération sans procès d'un courtier d'immeubles de Repentigny, âgé de 40 ans, qui avait été accusé d'agression sexuelle avec violence contre une jeune fille, alors âgée de 16 ans. Même le ministre de la Justice, M. Gil Rémillard, se déclare « choqué » et juge la situation inacceptable.

Raison du rejet de la cause par le juge Bernard Grenier, de la Cour du Québec? Des délais « déraisonnables » entre la comparution de l'accusé et son procès, soit environ un an et demi.

Depuis que la Cour suprême du Canada a conclu, l'automne dernier, qu'un accusé pouvait être libéré par le tribunal si les délais entre l'enquête préliminaire et le procès étaient trop longs, les libérations avant procès se multiplient. Y a-t-il abus de la part des juges?

Les magistrats appelés à juger les causes criminelles doivent éviter de passer d'un extrême à l'autre. Jusqu'à l'arrêt Askov

du plus haut tribunal du pays, il y avait parfois des délais de 12 à 16 et même 18 mois entre la comparution et le procès d'un accusé, dans certains districts judiciaires du Québec. Aux Palais de Justice de Joliette, Granby et Saint-Jérôme notamment. Grâce à des mesures administratives prises par le ministère de la Justice, les délais ont été quelque peu raccourcis. Ce n'est pas encore l'idéal. L'amélioration se poursuivra dans les prochains mois.

Certains juges auraient-ils décidé d'utiliser de façon restrictive et à la lettre l'avis de la Cour suprême dans le but d'exercer une pression constante sur le ministère de la Justice afin qu'il nomme de nouveaux juges et allège les conditions de travail des magistrats? Ceux-ci ne doivent nullement se servir du tribunal pour améliorer leur propre sort.

Les juges doivent également faire preuve de discernement dans la gravité apparente des causes criminelles qui leur sont soumises. Toutes les causes ne sont pas d'égale importance. Qu'il y ait libération de procès pour des causes mineures reliées, par exemple, au non-respect du Code de la route, ce n'est pas aussi grave qu'un viol avec violence ou que des agressions sexuelles répétées. Lorsqu'il y a des victimes en cause, il faut tout faire pour que le procès ait lieu.

Là où les juges peuvent agir encore plus directement, c'est en refusant de nombreuses remises réclamées par les avocats

de la défense ou de la Couronne. Il y a abus de ces demandes de remises pour des raisons qui ne sont pas toujours pleinement justifiées. Si une remise a été demandée parce que la victime était partie en voyage de ski, comme dans le cas présent, est-ce une raison valable pour accorder une remise de procès?

Les avocats ont beaucoup de travail à faire pour s'autodiscipliner en cette matière. Le Barreau pourrait y jouer un rôle de sensibilisation sinon de surveillance plus étroite auprès des procureurs lorsqu'il y a laxisme. La profession d'avocat y gagnerait en crédibilité.

Tout accusé a droit à un procès juste et équitable: c'est la base de notre système judiciaire dans une société démocratique. Tout accusé a aussi droit d'être jugé dans un délai raisonnable, en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, en vigueur depuis 1982.

« Justice delayed is Justice denied. » Cette expression bien connue dans les milieux judiciaires est suffisamment explicite pour inciter les magistrats, les avocats, le ministère de la Justice, le Barreau et les divers responsables de l'administration de la Justice à tout faire pour réduire les délais au bénéfice tant des malheureuses victimes de ces crimes que des accusés présumés innocents mais trop souvent déjà condamnés par l'opinion publique.

Claude MASSON

## La bataille des accouchements

La « guerre des quotas » qui a cours à la Cité de la Santé de Laval montre comment un simple problème de gestion et de fric peut se transformer en une absurde et interminable bataille juridique. Car même si la Cour supérieure vient de donner raison à un médecin qui refuse de respecter les plafonds d'accouchements fixés par l'hôpital lavallois, le débat ne fait que commencer.

En fait, la décision du juge Derek Guthrie est ponctuelle et ne touche pas le fond du problème: la légalité des fameux quotas. C'est à la Commission des Affaires sociales qu'il appartiendra, la semaine prochaine, de juger du fond de la question. Dans sa décision, le juge Guthrie s'est basé sur un article de la loi garantissant aux patients le droit de choisir leur médecin et leur hôpital. Mais la loi qui régit les services de santé prévoit aussi que les hôpitaux peuvent dispenser leurs services en fonction de leurs ressources. Et la Commission pourrait éventuellement invoquer cet article pour approuver la malheureuse politique des « plafonds ».

Ce qu'il y a de malheureux dans tout ça, c'est que pendant que les juristes coupent les cheveux en quatre, on oublie que les véritables problèmes de la Cité sont des problèmes d'argent et de planification. Et qu'ils ne pourront jamais être réglés devant les tribunaux.

Pour justifier sa politique des quotas, la direction de la Cité invoque trois arguments. D'une part, si elle accepte de pratiquer trop d'accouchements, ce sont les femmes qui en souffriront les premières; déjà, il arrive qu'après la naissance, des patientes doivent se contenter d'une civière dans un couloir... D'autre part, quand les vagues d'accouchements sont trop intenses, on doit retarder d'autres interventions. Enfin, l'idée des quotas a été suggérée par les médecins eux-mêmes, pour régler le problème de surpopulation en obstétrique. Et les docteurs rebelles ne font que contrevvenir à une décision prise par leurs pairs.

Tous ces arguments se tiennent. Sauf que dans une société qui veut promouvoir la natalité, l'idée même de limiter le nombre d'accouchements envoyé, c'est le moins qu'on puisse dire, un drôle de message. Si la Cité de la Santé est si populaire, c'est qu'elle dessert une population jeune et en pleine fièvre procréatrice. C'est aussi qu'elle offre un service de qualité que les autres hôpitaux de la banlieue nord, d'où vient 40 p. cent de sa clientèle, peuvent difficilement concurrencer.

Il suffirait de dix lits supplémentaires à la Cité de la Santé pour répondre entièrement à la demande des Lavalloises et des femmes venant des villes voisines! Des travaux d'agrandissement ont actuellement cours mais personne n'a pensé d'en profiter pour agrandir le département d'obstétrique! Pourquoi? Mystère... Pour soulager l'hôpital lavallois, on pourrait aussi aller voir du côté des hôpitaux de banlieue, question de les rendre plus « concurrentiels ». Cela vaudrait mieux que de soumettre les naissances à des limites mathématiques. Il s'agit toutefois de solutions à moyen terme. En attendant, les médecins devraient collaborer avec la direction de l'hôpital et cesser de se servir de leurs patientes pour gagner leur bataille.

Agnès GRUDA

## Une facture épicée

Keith Spicer a déclaré que le Forum des citoyens qu'il a présidé, présentera un rapport qui ne contiendra probablement pas de recommandation. Pour plus de 20 millions de dollars, les contribuables auront droit à quelques « méditations » de la part de la Commission.

Dès le début, il était clair que le Forum serait d'une utilité limitée et qu'il servirait surtout d'exutoire à un Canada anglais désarmé par la crise constitutionnelle. Mais pour une pareille somme, nous sommes en droit de nous attendre à plus qu'à un reportage « honnête et objectif » d'une centaine de pages, augmenté de quelques « méditations ».

Comme point de comparaison, nous pourrions prendre la Commission Macdonald d'il y a six ans. Avec un budget identique, sinon inférieur, cette commission avait produit un rapport détaillé de 2 000 pages sur le Canada. Parmi les 80 pages de recommandations, on retrouvait notamment la création d'une zone de libre-échange avec les États-Unis et de la reconnaissance, dans la constitution, de « la spécificité du Québec » et de « la dualité fondamentale de la fédération canadienne ».

La valeur du rapport Macdonald vient surtout de l'imagination et du travail des commissaires. On se souvient du rapport intermédiaire si décevant parce qu'il ne faisait que répéter ce que tout le monde savait déjà. À partir de cette sagesse populaire, Donald Macdonald et ses collègues ont cherché à bâtir le Canada de demain. Et leur rapport a effectivement transformé le Canada.

Si le rapport Spicer coûtera en fin de compte autant que le rapport Macdonald, c'est parce que le manque de substance sera compensé par une très large diffusion, y compris des versions audio et vidéo. Plus de 20 millions de dollars pour une opération de relations publiques au nom d'on ne sait trop quoi, c'est trop.

Frédéric WAGNIÈRE

## LA JUSTICE ET LA VIOLEE



(Droits réservés)

## Il faut démolir la théorie du pacte fédératif (Trudeau)

MARCEL ADAM

Pierre Trudeau voudrait que l'on trouve le moyen de démolir la théorie du pacte fédératif qui est au cœur de la crise existentielle du Canada.

Pour cela il faut d'abord que l'on en parle.



Or c'est justement pour cette raison qu'il dit avoir accepté l'invitation des organisateurs du symposium sur le fédéralisme nord-américain, tenu cette semaine à l'université McGill.

(Invitation qui résulte de son intervention de Toronto de mars dernier, où il avait attaché le grelot.)

(La théorie du pacte fait dépendre les pouvoirs du gouvernement fédéral de la volonté des provinces du fait que le premier est né de la volonté des secondes de s'unir et de partager les pouvoirs avec le gouvernement central issu de l'union.)

Les premiers ministres provinciaux ont toujours épousé cette doctrine et l'ex-premier ministre ne pense pas que les choses soient ni meilleures ni pire que dans le passé à cet égard. Ce qui a changé cependant c'est que la Cour suprême a contribué à accréditer cette doctrine avec sa décision de 1981 sur le rapatriement.

Ses tenants ne sont pas hostiles au système fédéral, remarque-t-il, mais ils se fondent sur elle pour

exiger une fédération plus décentralisée. Pour satisfaire au principe de subsidiarité qui veut que l'on ne délègue au gouvernement le plus éloigné du peuple que les pouvoirs que le gouvernement le plus rapproché ne pourrait exercer aussi bien.

M. Trudeau considère que ce principe est bon dans une vieille nation où le sens de l'identité est fort, non dans un jeune pays où il est moins bien affermi. Le Canada ayant déjà le système fédéral le plus décentralisé au monde, aller plus loin dans ce sens produirait une fédération lâche.

Quant à ceux qui sont hostiles au fédéralisme, la doctrine du pacte sert selon lui à légitimer l'accession à la souveraineté.

Parce que cette théorie prend toute son importance dans la conjoncture actuelle, M. Trudeau souhaite que la question soit étudiée et discutée.

Ce qui pourrait avoir pour effet de rehausser le calibre d'un débat dont M. Trudeau déplore la piètre qualité.

Que pense-t-il de l'idée, de plus en plus populaire dans la classe politique anglo-canadienne, d'une assemblée constituante qui serait chargée de rédiger une nouvelle constitution, comme ce fut le cas aux États-Unis il y a deux siècles?

M. Trudeau ne pense pas que l'expérience américaine soit utile pour le Canada. À l'époque les États-Unis sortaient d'une révolution et se retrouvaient sans gouvernement, alors que le Canada est un pays souverain où il existe un pouvoir politique.

Cela dit, il rappelle que dans son temps, les gens étant fatigués des conférences fédérales-provinciales, on lui avait proposé de fai-

re appel à un groupe de sages. La suggestion avait été rejetée parce qu'il croyait que cette responsabilité incomberait aux élus et qu'ils étaient aussi aptes que n'importe qui d'autre à relever ce défi.

Il suppose que les politiciens d'aujourd'hui réagiront à cette idée comme l'avait fait le politicien qu'il était alors.

M. Trudeau a fait une étonnante révélation au sujet de la saga du rapatriement.

Lorsque le gouvernement britannique a fait savoir qu'il ne donnerait pas suite à une requête du gouvernement canadien qui ne serait pas suffisamment appuyée par les provinces, M. Trudeau a décidé qu'il agirait sans Londres si besoin était.

Adverant l'échec des ultimes négociations de novembre 1981 (rendues nécessaires par le jugement de la Cour suprême exigeant un appui provincial substantiel pour légitimer le rapatriement), et un refus de Londres de donner suite à la résolution d'Ottawa à cause d'une insuffisance d'appuis provinciaux, M. Trudeau était décidé à lancer un ultimatum à Mme Thatcher: vous nous accordez notre indépendance ou nous la déclarons unilatéralement.

Londres s'obstinant, le Canada aurait fait comme la Rhodésie du Sud en 1965, qui a rompu *motu proprio* avec le Commonwealth.

M. Trudeau n'est pas sûr s'il aurait gagné une élection sur ce thème. Mais il est convaincu que ça aurait fait une sacrée belle campagne (a hell of a nice campaign).

Et j'imagine que les souverainistes québécois en auraient tiré un enseignement utile pour le cas où...

## La boîte aux lettres

## Enfin, une bonne nouvelle!

La Ville de Montréal a l'intention de construire une centrale électrique qui produirait de l'énergie à partir des vapeurs provenant de la combustion des déchets de l'ancienne carrière Miron (La Presse, 12 avril).

Enfin une bonne idée! Une usine qui produirait de l'énergie en détruisant plus de trente millions de tonnes de déchets, cela, sans méchantes odeurs. Intéressant!

Produire de l'énergie à partir de déchets sauvera sans doute des arbres et peut-être des rivières tout en ménageant l'environnement. Donc tout n'est pas que désespoir en cette décennie!

Steve LELANNIC  
Laval

## La poutre dans l'oeil...

Depuis une dizaine d'années, certains crient contre les grandes industries, les petits pollueurs, le gouvernement, enfin contre n'importe quoi, pour sauver l'environnement.

Les gens se croient des défenseurs de la faune et de la flore; ils veulent que l'on ferme des industries pour purifier l'air quand eux prennent leur automobile pour aller au dépanneur du coin; ils critiquent les papeteries qui polluent l'eau quand eux laissent couler cette même eau pour en avoir de la plus froide; ils reprochent au gouvernement de ne pas assez dépenser pour l'environnement quand eux ne veulent même pas acheter un savon sans phosphate, sous prétexte qu'il est trop cher.

Bien sûr qu'il y a des industries polluantes au Canada, mais le respect de l'environnement, cela commence chez soi.

Mathieu FORTIN  
LaSalle

Une réforme contre Montréal

Dans l'énoncé de politique qui allait engendrer le projet de loi 120 sur la réforme des services de santé, on trouve un lapsus bien révélateur. Au chapitre concernant la représentation des élus municipaux aux régions régionales, on ne parle que des « élus représentant chaque MRC de la région », que des municipalités régionales de comté, comme s'il n'y avait pas de communautés urbaines au Québec!

C'est dire à quel point cette réforme a été conçue en fonction des régions semi-rurales, à quel point elle ignore les réalités urbaines — celles, en particulier, de Montréal, qui n'est toujours, pour le ministère, que « la région 06 » — une région comme les autres.

\*\*\*

Le modèle même de la région régionale, qui est la clé de voûte de la réforme et sera le vrai « patron » du système de santé et de services sociaux (nots en avons parlé dans notre chronique de jeudi dernier), ne convient pas à la réalité urbaine.

L'idée de remettre la direction de services aussi complexes et diversifiés à des représentants de la « communauté » totalement dépourvus d'expertise en la matière, est peut-être, à défaut d'être fonctionnelle, à tout le moins imaginable dans des petits milieux homogènes, mais ce modèle, transplanté à Montréal, a toujours des effets catastrophiques. Le gouvernement du Québec devrait le savoir, d'ailleurs, après l'échec des « conseils régionaux de la culture », qui, apparemment du moins, fonctionnaient assez bien dans les régions périphériques, mais n'ont jamais été viables à Montréal. L'absentéisme chronique aux élections scolaires montréalaises aurait également dû servir de signal d'alarme.

Dans un milieu aussi hétérogène que Montréal, non seulement les gens ne se connaissent pas, non seulement les activités institutionnelles passent inaperçues, même les élites et les leaders naturels ne se côtoient pas; il n'y a pas, il ne peut y avoir d'esprit communautaire susceptible de transcender les différences économiques, culturelles, linguistiques, sociales et idéologiques de ces vastes creusets anonymes que sont les villes modernes. Dans un contexte urbain, tout organisme fondé sur le concept de la participation populaire est voué à devenir une foire d'empoigne entre groupes de militants.

À Montréal plus encore qu'ailleurs, les régions régionales seront noyautées par les apôtres des médecines douces et par les missionnaires de causes aussi nobles qu'unidimensionnelles, parce que les citoyens ordinaires n'ont ni le temps ni le goût d'aller siéger sur des conseils d'administration d'institutions de santé et de services sociaux. (Vous, lecteur de la région métropolitaine, connaissez-vous beaucoup de gens qui vont aux assemblées publiques des hôpitaux et des CLSC pour y représenter les « usagers »? Exception faite des malades chroniques qui vivent en institution, ce sont là des invitations dont seuls se prévalent les militants engagés dans la promotion d'une cause particulière, les gens qui ont des comptes à régler avec le système ou ceux qui représentent des organisations — centrales syndicales, chambres de commerce ou autres corps intermédiaires qui veulent être représentés partout pour accroître leur influence dans la société.)

Dans ce contexte, il va de soi qu'à Montréal encore plus qu'ailleurs, l'intérêt de la population en général ne pèsera pas lourd au sein de ces régions où, en l'absence de consensus et parce qu'ils seront les seuls à avoir une connaissance minimale des dossiers, les technocrates décideront de tout: des priorités sociales et médicales de la région, des budgets des hôpitaux, du nombre de médecins dans telle ou telle spécialité, des équipements médicaux à acquérir, du nombre de cliniques médicales et du genre de médecine qu'on y pratique, etc — sans même que les médecins aient voix au chapitre et puissent faire entendre un autre son de cloche que l'argumentation purement comptable qui est, par définition, celle des administrateurs du système.

Chacun son métier: il est normal que des gestionnaires soient surtout préoccupés par les questions budgétaires. C'est pourquoi il faut un contre-poids: l'opinion de professionnels animés par d'autres préoccupations. Cela d'ailleurs se fait partout, dans les journaux aussi bien que dans les corps policiers, les compagnies de théâtre ou les écoles... sauf dans le domaine crucial de la santé!

\*\*\*

Montréal souffrira à un autre titre: tout l'esprit de la réforme vise à limiter le nombre de médecins spécialistes dans les grandes villes où se concentre, comme c'est d'ailleurs parfaitement normal, l'essentiel de la médecine de pointe, et à y limiter les interventions médicales par le moyen de quotas établis à l'avance en fonction d'un budget pré-déterminé et des « prévisions » des technocrates — et tant pis pour les nouveaux patients ou les urgences non planifiées.

L'entrée en spécialité sera encore davantage contingentée, et les jeunes médecins lourdement pénalisés s'ils refusent de s'expatrier dans une région périphérique. Tout l'esprit de la réforme vise non seulement à éloigner les médecins des centres urbains mais à décourager les jeunes diplômés de poursuivre leur formation et d'aller se perfectionner à l'étranger. (Nous reviendrons sur ce sujet la semaine prochaine.)

Dans la réalité, pourtant, tous les facteurs militent en faveur non pas d'une réduction mais d'une augmentation des effectifs médicaux.

Il faut effectivement, à Montréal, de trois à quatre mois pour obtenir un rendez-vous chez la plupart des spécialistes. Nombre de spécialistes refusent de nouveaux clients. La moyenne d'âge des spécialistes tourne autour de 50 ans. Les femmes forment la moitié des diplômés en médecine (la productivité moyenne va donc décliner car les femmes médecins travaillent moins d'heures que les hommes).

Les besoins de la région métropolitaine, qui recueille les immigrés de l'intérieur aussi bien que de l'extérieur et plus que sa part de défavorisés, sont en constante croissance. Les prochaines années verront arriver sur le marché de la maladie l'énorme contingent des « baby boomers ». L'espérance de vie s'allonge, donc les besoins vont augmenter (c'est là l'un des effets pervers de la prévention: les gens sont moins malades jeunes, mais ils vivent plus vieux...).

C'est également Montréal qui est le grand centre de la médecine avancée pour tout le Québec, (Québec et Sherbrooke en sont aussi mais leur bassin est plus limité.) En étrançant les ressources montréalaises (soi-disant au profit des régions), en démotivait les médecins et en décourageant la recherche de l'excellence chez la relève, la réforme Côté annonce une baisse de la qualité de la médecine spécialisée dont souffriront non seulement les Montréalais mais tous les Québécois. Nous en reparlerons dans nos prochaines chroniques.

Opinions

Les enfants d'abord

JACQUES DUFRESNE  
collaboration spéciale

Le nombre des décrocheurs s'accroît dans nos écoles et les vieilles querelles d'intendance s'enveniment au-dessus de leurs têtes. Alors que les enfants ne parviennent pas à s'enraciner dans les lieux qui leur sont destinés, les commissaires élus et les bureaucrates par eux nommés s'enlissent dans leur inutilité jalouse et querelleuse. Je pense, bien entendu, aux querelles de la CECM.

C'est le moment que choisit le ministre de l'Éducation pour relancer la querelle entre l'enseignement public et l'enseignement privé par le projet de loi 141. Il se trouve que le problème de la CECM et celui de la querelle entre le privé et le public s'éclaircissent l'un par l'autre.

À la CECM, il y a environ 1000 fonctionnaires, cadres inclus pour 100 000 enfants environ. Au secteur privé on parvient à subvenir aux besoins de 70 000 enfants avec une équipe de moins de dix personnes. C'est l'ordre de grandeur qui importe ici, on l'aura compris.

Si la proportion entre élèves et bureaucrates était la même à la CECM que dans le secteur privé, des écoles secondaires de 1500 élèves disposeraient d'environ 1,5 million de dollars supplémentaires pour mieux servir leurs élèves.

Le problème est là. Voyez l'enfant, seul au milieu d'un désert de béton. Tel un mendiant dans un beau quartier, il fait le vide sur son passage. Devant lui le salut est dans la fuite. Et c'est la migration vers les postes administratifs et vers les fonctions pédagogiques que l'on peut remplir loin des enfants. Bien entendu, à ce régime l'enfant devient de plus en plus difficile.

Ceux qui auraient eu la force de lui imposer une salutaire discipline ont été les premiers à le fuir et maintenant ils brûlent leurs dernières forces dans des querelles d'intendance.

Et bientôt, auprès de l'enfant devenu difficile, il ne reste plus que quelques enseignants dont l'amour se dégrade en résignation et la résignation en abdication. Et l'enfant finit par fuir le vide qu'il a lui-même créé, bien malgré lui.

**Décrocheurs...**  
On dit qu'il décroche. Quelle image à la fois affreuse et juste. On se décroche d'un hameçon comme une truite qui fait un dernier et suprême effort pour retrouver la liberté. L'être vivant se décroche de la froide machine dont il a l'impression qu'elle ne sert qu'à le tuer ou l'asservir.

S'il avait pu prendre racine dans une maison vivante, (ayant une culture, une histoire, des valeurs propres), non seulement notre enfant n'aurait pas été tenté de décrocher mais il aurait trouvé dans ses racines mêmes la force de résister aux influences extérieures qui l'éloignent déjà des exigences de la connaissance.

Et l'on revient par là à l'essentiel. Une école ce ne devrait pas être un chaînon dans une chaîne, un établissement dans un réseau, mais une maison autonome dans laquelle les enfants peuvent s'enraciner.

**La force des écoles privées**

C'est justement ce qui fait la force des écoles privées. Leur valeur ne tient pas tant au fait qu'elles sont privées qu'au fait qu'elles sont autonomes, comme pourraient l'être les écoles publiques, comme l'école Louis-Riel de Montréal l'est encore dans une large mesure.

Or voici que par le projet de loi 141, le ministre de l'Éducation entend réduire l'autonomie de l'enseignement privé, en le subordonnant au bon vouloir des commissions scolaires, en lui imposant des quotas de même qu'un système d'inspection dont l'équivalent n'existe pas dans le secteur public.

Étrange politique qui consiste à s'attaquer à la solution plutôt qu'au problème, qui pourtant crève les yeux. À la CECM et dans toutes les commissions scolaires ou le ratio bureaucrates élèves est aussi scandaleux, il faudrait supprimer 95 p. cent des postes et donner deux mois à ceux qui les

occupent pour se rapprocher des écoles et des enfants.

**Une réussite québécoise au Japon**

Il faut plus d'être humains auprès des enfants dans les écoles, plus de surveillants, plus de personnes qui seraient là, disponibles, uniquement pour tendre une oreille bienveillante.

J'ai entendu récemment la délicieuse anecdote que voici. Quand René Lévesque et Bernard Landry ont visité le Japon il y a une dizaine d'années, on les a conduits, à leur demande, dans une école modèle, une de ces écoles tellement en demande là-bas qu'au lieu d'en décrocher après y être entré, on se suicide par désespoir de ne pas y avoir été admis.

Il se trouve que ladite école avait été fondée par des Clercs de Saint-Viateur venus du lointain Québec. Quand René Lévesque a demandé au directeur l'explication de la réussite de leur maison, il a reçu cette réponse: nous faisons ici ce que nous faisons au Québec il y a quarante ans.

Je ne veux pas ajouter la querelle des anciens et des modernes à celles qui ne nous divisent déjà que trop. Mais il me semble qu'il y a au moins une leçon à tirer de cette anecdote: dans les maisons d'enseignement que le Japon s'est empressé d'imiter il y avait de la discipline et des surveillants pour l'assurer, ce qui permettait aux enseignants d'avoir une marge de manoeuvre un peu plus grande pour accomplir leur tâche plus directement intellectuelle.

**Nos propres traditions**

Quand je constate qu'il y a mille personnes dans les bureaux de la CECM et quelques surveillants à peine pour des milliers d'enfants turbulents appartenant à diverses cultures, j'en conclus que nous sommes trop lâches pour tirer profit de nos propres traditions.

Et il y a une autre bureaucratie, à Québec, qui n'entre pas dans le ratio scandaleux déjà évoqué. Il y en a même une troisième, à Sainte-Foy: la CEO.

Chacune de ces bureaucraties tire sa raison d'être de ses rapports tendus avec les deux autres beaucoup plus que des services à rendre

aux enfants. Nous sommes obligés d'hypothéquer l'avenir de nos enfants, via le déficit de nos gouvernements, pour maintenir ces bureaucraties qui d'autre part font fuir les mêmes enfants loin de l'école.

Tout est clair il me semble. Trop clair peut-être? Au lieu de limiter d'autonomie des écoles privées, il faut au contraire accroître celle de écoles publiques avec l'espoir qu'il devienne un jour impossible de les distinguer les unes des autres.

Au fur et à mesure que l'évolution se ferait dans ce sens, les écoles privées auraient à partager une plus grande part des obligations des écoles publiques à l'égard des clientèles difficiles.

Elles perdraient alors une partie de leur autonomie, mais cette perte aurait un sens. Les commissions scolaires ont sans doute répondu à une nécessité à l'époque où, à défaut de ministère de l'Éducation les autorités gouvernementales devaient absolument miser sur des responsables de l'éducation dans les populations locales.

À cette époque il n'y avait pas de bureaucratie dans les commissions scolaires. Il est quand même étonnant que lesdites bureaucraties soient apparues au moment précis où la création du ministère de l'Éducation aurait dû nous en dispenser.

**Quatre choses**

Aujourd'hui il nous suffirait d'un ministère de l'Éducation allégué dont la responsabilité se limiterait à quatre choses: la pérennité entre les régions, les examens nationaux, l'inspection et la protection des clientèles difficiles.

Ces propos paraîtront aux uns tout-à-fait réalistes et aux autres tout-à-fait irréalistes. Ils sont l'un et l'autre à la fois et cette contradiction donne la mesure de l'impuissance de nos gouvernants. Élus pour de courts termes, avec mandat de résoudre des problèmes qui engagent un avenir de plus en plus lointain, il leur est bien difficile de faire triompher la démocratie contre la démagogie.

Et comme ils sont persuadés que le courage serait suicidaire pour eux, ils se gardent bien de le pratiquer.

CECM: un abcès qui n'en finit plus de crever

FRANCINE PELLETIER  
collaboration spéciale

Après les factures frauduleuses de Mme la présidente, les règlements de comptes de M. le directeur général, et les menaces de congédiement de tout ce beau monde, voici qu'une nouvelle ombre se dessine au tableau de la CECM: le népotisme. C'est du moins le sujet qui sera débattu à la prochaine assemblée des commissaires d'écoles, mercredi prochain, par le biais d'une résolution anti-népotisme déposée il y a quelques semaines par deux membres du MEMO, Robert Cadotte et Marc-André Ladouceur.

« Ça n'a pas de bon sens qu'une grosse institution comme la CECM n'ait pas de critères justifiant l'emploi d'un tel par rapport à un autre », explique M. Cadotte.

Le népotisme, au cas où vous l'ignorez, consiste à « abuser de son influence pour procurer des avantages ou des emplois à sa famille ou à ses amis ». Dixit le *Petit Robert*. Et tout indique que ce genre d'abus est pratique courante au sein de la CECM.

L'histoire du carré d'agneau arrosé de champagne de Mme Soucy-Brousseau — servi, aux frais du contribuable, le 4 janvier dernier — en est d'ailleurs un croustillant exemple. Mais, cette fois, ce sont les emplois d'été à la CECM qui sont la cible de la foudre des commissaires de l'opposition.

Selon des informations obtenues par Robert Cadotte, au moins les tiers des 60 emplois disponibles chaque été à la CECM seraient occupés par les enfants des employés. Or, « un employé de l'État n'a pas à placer son *flot* avant tout le monde », dit le commissaire.

D'autant plus que « tout le monde » n'a pas les avantages dont bénéficient fonctionnaires et élus du peuple. D'autant plus, aussi, que ces emplois pourraient être d'un apport salutaire aux jeunes décrocheurs, un des grands problèmes, justement, de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

« La CECM appartient à tout le monde, poursuit M. Cadotte. Tout le monde devrait avoir les mêmes possibilités d'emploi. »



Robert Cadotte et Yves Poulin, du MEMO.

Selon le directeur des ressources humaines à la CECM, Claude Papineau, par contre, une telle situation est « normale ». Dans une entrevue accordée à Sophie Thibault de Télé-métropole, M. Papineau a d'ailleurs confirmé le favoritisme qui prévaut à la CECM, en ajoutant que « tout le monde a besoin de contacts pour se trouver un emploi ».

Voici donc une autre illustration que la CECM — malgré son budget de 570 millions par année et ses 16 000 employés, malgré le fait qu'il s'agit ici d'un des employeurs les plus importants du Québec — se conduit comme « une grande famille ». C'est-à-dire, en broche à foie.

Bien sûr, après tous les problèmes, pour ne pas dire scandales, qui ont récemment éclatés en ce qui concerne la CECM, il est difficile de s'émouvoir de ce dernier bouton de fièvre.

Après tout, il y a pire dans la vie que le trafic d'influences. Il y a la guerre, la torture, la famine. Et de ce côté-ci de l'Atlantique, la pauvreté, la violence conjugale, le désastre écologique. Bref, il y a des

choses qui vraiment détruisent la vie des gens et devant lesquelles on a encore à peine levé le petit doigt. Alors, le favoritisme dans tout ça?...

**Petits mensonges, grande hypocrisie**

J'ai toujours pensé, d'ailleurs, que les médias ont beaucoup trop tendance à s'emparer de ces petits scandales à cinq cennes, des carrés d'agneau à la Denise Soucy-Brousseau et des rapports de forces à la Laurent Portugais, plutôt que des véritables plaies qui nous affligent.

Beaucoup trop tendance à foncer à fond de train sur quelques petits personnages pas très sympathiques, c'est sûr, tout en laissant le système — qui après tout encourage de tels comportements — indenne.

Personnellement, je trouve bien plus scandaleux le refus des condamnations dans les écoles que le dîner à 390\$ de Mme la présidente. Le problème c'est que l'un ne va pas sans l'autre. Le problème c'est que se sont les petits mensonges, très souvent, qui sont à la base de la

grande hypocrisie. Et c'est pourquoi il faut s'y attarder.

Il faut s'y attarder, d'abord, parce que c'est toute la question de la moralité publique qui est ici remise en cause. Et pas seulement à la CECM mais au Québec en général.

Après tout, si une institution de l'importance de la Commission des écoles catholiques de Montréal peut à ce point faire les coins ronds, il n'y a pas de raison de croire que le favoritisme, le laissez-faire et les petits mensonges ne prolifèrent pas, eux aussi, dans d'autres grandes institutions.

**Et la Révolution tranquille?**

Et puis, comment oublier que la moralité publique a été le premier jalon de la Révolution tranquille? Toute l'histoire du Québec moderne commence là: avec le grand ménage dans les moeurs politiques. Avec la mise au ban des politiciens véreux et l'établissement de règles de conduite. C'est sur cette base-là que tout le reste a pu se faire. Et c'est sur cette base-là, aussi, que la confiance en « nos élus » existe, ou pas.

Or, avec tout ce qui passe à la CECM ces temps-ci, on peut se demander si le grand ménage a réellement été bien fait. Ou du moins, s'il ne serait pas, après 30 ans, un peu à refaire.

Il faut s'attarder au népotisme à la CECM pour une autre raison. Parce que la justice sociale dont nous nous réclamons ne se construit pas dans les airs. Parce que l'écart entre les riches et les pauvres — dont le Canada, nous dit un rapport des Nations unies, est étonnamment coupable — découle d'un système où l'on privilégie les uns au détriment des autres. En d'autres mots, le « cercle vicieux de la pauvreté » existe parce qu'il existe, aussi, le cercle vicieux des privilèges.

À l'heure où nous nous émouvons tous des ravages de la pauvreté dans la métropole, il y a mieux à faire encore que la distribution de muffins aux écoliers, ou de paniers de provisions aux démunis.

Quoique bienvenus, ces gestes ne changeront pas grand-chose au problème de la pauvreté. Plus encore que des gestes magnanimes, ce sont des mesures véritablement équitables qu'il nous faut. En commençant par des règles anti-favoritisme dont les hommes et les femmes en place ne sauraient déroger. Comme dit Robert Cadotte: « Les politiciens la main dans le tiroir-caisse, ça va faire! ».

# Le métissage est plus lent au Québec qu'en Ontario et aux États-Unis



GÉRALD LEBLANC

## COUPLES AYANT DES ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS (1986)

	Québec	Ontario
francophone + francophone	1 065 660 (82,2%)	64 795 (44,6%)
francophone + autre	69 822 (7,2%)	79 723 (53,3%)
anglophone + anglophone	63 520 (46,7%)	1 300 895 (83,3%)
anglophone + autre	64 190 (50,3%)	229 895 (16,7%)
allophone + allophone	89 320 (69,8%)	302 490 (64,2%)
allophone + autre	39 822 (30,2%)	193 495 (35,8%)

Un total pas les enfants dont les deux parents n'avaient pas encore été déclarés canadiens, ni les enfants de familles monoparentales. Sources: Michel Pallik, Conseil de la langue française, d'après Statistique Canada.

Amérique du Nord, le paradis de l'intégration et du grand brassage multiculturel.

Les experts parlent de mariages endogames ou exogames, selon qu'on se marie à l'intérieur ou à l'extérieur de son groupe ethnique.

Qu'en est-il chez nous au Québec? Sommes-nous endo ou exogames? Un peu, beaucoup, passionnément? Plus, autant ou moins que nos voisins ontariens?

Jean Dorion et Hiroshi Tsunozuka, Gilles Vigneault et Alison Foy, Gérald Larose et Marie-Rose Fragé, Michèle Jodoin et Robert Keaton, Chantale Giroux et Luis Zuniga, les sœurs Lafontaine et leurs maris égyptiens!

Ces exemples vivants, et parfois surprenants, de mariages exogames ne sont-ils que des excep-

tions confirmant la règle d'une forte tendance endogame chez les francophones du Québec?

Des cas particuliers et des impressions subjectives, il n'est pas facile de passer au portrait d'ensemble, car les mariages mixtes constituent un «parent pauvre» de la recherche, selon l'expression de Michel Pallik, démographe au Conseil de la langue française.

Doirde Meintel, professeur au département d'anthropologie à l'Université de Montréal, se fie aux sujets de thèse de ses étudiants pour évaluer l'évolution de la recherche. Et justement, ce n'est que tout récemment que les disciples de Mme Meintel se sont intéressés au phénomène des mariages mixtes.

En attendant la moisson de cette nouvelle vague de chercheurs, il faut se contenter d'un portrait général et incomplet. Il existe deux sources de renseignements pour les mariages mixtes: le recensement canadien et le registre civil du Québec.

D'après le recensement de 1986 (voir tableau 1 ci-dessous) la majorité anglophone de l'Ontario est deux fois plus exogame que la majorité francophone du Québec, 16 contre 8 p. cent. Cette différence peut s'expliquer par la plus faible proportion d'anglophones pure laine en Ontario que de francophones pure laine au Québec. Le plus grand cohésion interne des groupes ethniques à Montréal, qui gardent leur langue maternelle plus longtemps qu'à Toronto et qui ont peu co-

toyé les francophones à l'école (voir tableau 2 ci-dessous) où depuis 1975 est indiquée la langue maternelle des répondants, il y a eu 33 089 mariages en 1989, dont 27 048 impliquant un ou deux francophones. Tout près de 88 p. cent des francophones se sont mariés entre eux, tandis que 12 p. cent épousaient des anglophones ou des allophones. Près d'un mariage exogame sur huit (3357 sur 27 048) c'est sans doute plus qu'on ne le pense généralement et moins qu'ailleurs en Amérique du Nord.

Il faut apporter quelques réserves à ces données du registre civil. Tout d'abord, le pourcentage de mariages exogames chez les francophones serait sans doute beaucoup plus élevé si l'on isolait la région de Montréal, où ses retrouvés, la grande majorité des non francophones du Québec. En second lieu, le registre civil se trouve à surestimer la tendance exogame (54,7 %) des allophones, puisque la majorité d'entre eux arrivent chez nous déjà mariés avec des concitoyens de leur propre groupe ethnique. Finalement, ces données ne tiennent pas compte des unions libres, de plus en plus nombreuses puisque près de 40 p. cent des enfants nés au Québec en 1990 l'ont été hors du mariage, selon les données provisoires du Bureau de la Statistique du Québec.

Que nous disent finalement ces statistiques? Que les mariages mixtes modifient très lentement le tissu humain de la société québécoise, l'étoffe du pays de Dorion et Vigneault, de Tsunozuka et Zuniga.

Le métissage est cependant beaucoup moins important chez nous qu'en Ontario ou qu'aux États-Unis. Ce qui a constitué un rempart pour le Québec français et un frein à l'édification d'une société française multiculturelle au Québec.

# MARIAGES de COULEURS

La petite Marie-Eve, avec ses sœurs, Chantale Giroux et Luis Zuniga, dans leur logement de rue Viatu.



La petite Marie-Eve, avec ses sœurs, Chantale Giroux et Luis Zuniga, dans leur logement de rue Viatu. PHOTO PIERRE CÔTE, La Presse

## Luis Zuniga et Chantale Giroux

Le coup de foudre malgré l'accent!

Après 15 ans d'exil, Pedro et Luis Zuniga sont retournés et se retrouvent dans leur ville natale de Santiago, la capitale du Chili.

Pedro a revu le stade national où il fut emprisonné et torturé après le coup d'État de Pinochet en 73. Ils ont été chaudement reçus par les gens d'El Finar, un quartier ouvrier où Pedro fut leader syndical et Luis, leader étudiant. Ils ont aussi retrouvé leur vieille mère de 75 ans et leurs deux sœurs.

Ont-ils eu envie de rester au pays de leur enfance? «Les choses ont tellement changé en 15 ans. C'était à la fois émouvant et douloureux de revivre ces heures de lutte et de souffrance», répond Pedro, qui a dû fuir en 75 pour sauver sa vie, celle de sa femme Gloria, et de leurs deux jumelles Denise et Danae.

«Les filles, ajoute-t-il, n'avaient que six ans lors de notre arrivée à Montréal. Elles ont aujourd'hui 23 et 34 ans. Mary, qui parle un espagnol très bon, est devenue une jeune femme de 15 ans, Alexandre, et attend un second enfant en juillet.»

C'est aussi à l'université, Stanford en Californie, que Rodriguez Tremblay a connu Carole Howard. Inscrite aux études françaises, Carole a décidé d'en faire un projet de vie puisqu'elle vit toujours à Montréal, avec son époux et ses deux garçons et sa fille. Chez les Tremblay-Howard, on a pratiqué la règle de l'alternance bilingue: anglais avec maman et français avec papa. Re-devenu professeur à l'U de M, Rodrigue Tremblay estime que c'est plus facile avec les Américains qui n'ont rien du mythe de la xénophobie des Québécois.

Une autre affaire d'université: Denis Lazure étudiait la psychiatrie à Philadelphie où il a rencontré Martha Crampion, étudiante en psychologie. Des matières connexes, on est passé à la vie commune; Gabrielle Lazure, la compagne de Denis Lazure, est née de ce premier mariage de Denis Lazure.

Dans le cabinet péquiste, on retrouvait aussi Jacques Parizeau marié à l'écryvain polonaise Alice Poznanska, ainsi que Jacques-Yvan Morin et Jacques Lévesque, dont les épouses sont nées en France.

Plus récemment, d'autres ténors nationalistes ont uni le destin à des conjoints d'autres origines. C'est le cas de Louis Harel, qui vit depuis six ans avec Edmond Omran, un Palestinien émigré à Montréal à la fin des années 60. La fille arabe a joué dans l'autre sens pour Yves Charbonneau, l'ancien président de la CEQ devenu vice-président chez SNC, qui vit depuis avec une jeune femme d'origine libanaise, Marie-Françoise Charbonneau.

Le duo anglo-franco joue sa partie dans l'autre sens. Ce sont alors des Québécoises qui conviennent au nationalisme leurs A

marcel Lafontaine a dû se retourner plusieurs fois dans sa tombe.

Il avait déjà de son vivant trouvé ça un peu dur de voir son aîné, Francine, marier un Égyptien, Magued Rayes. Le brave plombier de Westmount, en bas de la côte, était déjà mort quand ses deux autres filles, Lorraine et Danielle, ont épousé Nagui Asmar et Mounir Wassef.

Ce n'était pas du tout évident, à la fin des années 60 et au début des années 70, que des petites Québécoises francophones pure laine décident de fonder des foyers avec des Arabes du Moyen-Orient.

La maman des sœurs Lafontaine, Claire Saint-Onge, a mis du temps à s'habituer à ces étrangers dans la famille. «Elle ne pouvait prononcer le nom de mon mari qu'elle appelait monsieur. C'est seulement dernièrement qu'elle peut dire «Nagui, j'aimerais bien entendre de la musique orientale», raconte Lorraine.

Mme Lafontaine, toujours bien vivante, sera aujourd'hui bien contente de voir la photo de ses filles avec leurs hommes et leurs enfants. Avec des hauts et des bas comme dans tous les couples, les filles du plombier montréalais et les collègues d'Héliopolis (Magued, Nagui et Mounir) ont fréquenté le même collège ont porté des fruits: Philippe (23 ans) et Vincent (10 ans) Rayes, Annie Asmar (13 ans), Caroline (15 ans) et Francis (10 ans) Wassef.

Si vous rencontrez des Rayes, Asmar, Wassef, Maari, Eltro... qui parlent québécois comme vous, il y a de bonnes chances qu'il y ait des mères Lafontaine, Bédard et Laframboise derrière ça. Magued se rappelle en effet que l'année de son mariage avec Francine, 1968, Mgr Coriaty (le père spirituel des orientaux catholiques) lui avait indiqué que plus de la moitié des Égyptiens avaient épousé des Québécoises francophones.

Moi j'ai marié un gars qui était débarqué ici en 64 avec deux valises et 50\$ en poche. J'ai toujours admiré son courage et sa détermination. Je pourrais parler du pain plein et du folklore oriental, du livre que le viens de lire sur l'empire ottoman... Finalement, ce qui résume tout c'est une certaine sensibilité à la différence. Dernièrement mes collègues (Francine enseigne dans une école second-

aire) commentaient les fraudes dans l'aide sociale en disant que l'immigration canadienne accepte n'importe qui. Je me suis contentée de leur dire: mon mari est un immigré et c'est loin d'être n'importe qui... Lorraine: «Ce fut merveilleux au début. Je découvrais un autre univers. On a visité l'Égypte et le Liban. Puis la vie québécoise a fait ressortir nos différences sur

## Les sœurs Lafontaine

### Trois maris, trois Égyptiens



À l'avant les enfants: Caroline, Vincent, Francis et Annie; assises, les mamans: Francine, Danielle et Lorraine; à l'arrière, les papas Magued, Mounir et Nagui, ainsi que Philippe, l'aîné du clan Lafontaine-Héliopolis. PHOTO DE BERNARD BRUALT, La Presse

le couple et la famille. Pour moi c'était plus le couple qui s'adaptait à l'enfant et l'inverse pour Nagui. Par contre, si nous sommes toujours ensemble et contents de leur dire: mon mari est un immigré et c'est loin d'être n'importe qui... Lorraine: «Ce fut merveilleux au début. Je découvrais un autre univers. On a visité l'Égypte et le Liban. Puis la vie québécoise a fait ressortir nos différences sur

avec une autre culture. C'est inquiétant et ça fait peur au début. On a dû faire chacun un bon bout de chemin puisque Mounir est parfois plus québécois que moi et que ma belle-mère me demande souvent si je n'ai pas d'ancêtres égyptiens. Je pourrais bientôt mieux répondre à votre question, puisqu'on espère visiter le pays de Mounir cet été avec Caroline et Francis.»

## Gérald Larose et Marie-Rose Fragé

### Noir, blanc, chocolat et cacao

Ça fait déjà 21 ans. Tous deux étudiants à l'université, lui pour devenir travailleur social et elle enseignante; ils se sont rencontrés durant la crise d'octobre 70, se sont mariés en 78 et ont maintenant deux enfants de 11 et 8 ans.

Bref, un cheminement plutôt ordinaire. Sauf le noir et le blanc pour les parents, avec les nuances de chocolat et de cacao pour les enfants, et le pella doré pour le chat de la famille. Lui, c'est Gérald Larose, le président de la CSN, un des onze enfants d'une famille québécoise francophone pure laine. Elle, c'est Marie-Rose Fragé, une enseignante à la CEPGM, Haïtienne pure laine immigrée à Montréal en 1969. Et les enfants, ce sont Mikael, 8 ans, et Vania, 11 ans, qui tient aux nuances: «Moi, je suis québécoise, c'est maman qui est haïtienne».

Dans la vie courante, ça donne de savoureuses scènes d'épicerie, comme celle vécue récemment par Gérald Larose.

«Il sont beaux vos enfants. Dans quel pays les avez-vous adoptés? — On les a pas adoptés, on les a faits comme tout le monde. — Comment avez-vous pu faire de tels enfants? — Ce fut facile, ma femme est haïtienne.

«... dans le fond, ils vous ressemblent vos enfants. Marie-Rose est armée d'une double patience. «Il faut laisser le temps aux gens de s'habituer, d'un côté comme de l'autre, comme je le disais à Mikael quand, au début, on le traitait de chocolat à l'école du quartier.»

«On reçoit de petites pointes, surtout quand on participe moins qu'avant dans les activités de la communauté haïtienne. Avec deux enfants, un job à temps



Marie-Rose Fragé, Gérald Larose, leurs enfants Mikael et Vania ainsi que Rock, le chat de la famille. PHOTO BERNARD BRUALT, La Presse

«Le pire est arrivé à Paris, raconte Gérald. On avait réservé par téléphone dans une petite pension. J'ai vu la face de l'hôtelier changer de couleur quand il m'a vu avec Marie-Rose. Il m'a alors dit qu'il y avait eu erreur et qu'il n'y avait plus de chambres disponibles. Je lui ai promis une publicité royale auprès de mes amis du Québec: c'est l'hôtel du Midi, 4 rue René Gouy.»

De son expérience conjugale, Gérald Larose retient deux grandes leçons qu'il regroupe autour du verbe culpabiliser, dont abuser les adversaires du Québec français autant que les nationaux.

«Il ne faut plus nous laisser culpabiliser avec leurs accusations de xénophobie. C'est injuste et bien loin de notre réalité. Il nous faut, d'autre part, arrêter de culpabiliser les immigrants en les accusant, injustement, de ne pas s'assimiler à nous assez rapidement et assez complètement.»

d'une conférence à Istanbul. l'observais ces trois touristes américains qui demandaient des renseignements. Comme j'en travaissais une de mes services, je leur ai offert mes données. Elles cherchaient une boîte téléphonique et je me suis organisée pour en trouver une bien loin de notre point de départ. Pour faire une histoire courte, disons que Judith est devenue une Garon et vit à Saint-Romuald avec le père de ses trois filles: Hélène, Marie-Eve et Julie.

C'est à l'université Columbia de New York que Claude Morin a rencontré Mary Lynch, née à Coutraz en France d'une mère française et d'un père américain, qui habitait Philadelphie en Pennsylvania. C'est déjà une vieille histoire puisque leurs cinq enfants (Michèle, Katia, Eric, Alain et Cybèle) sont âgés d'entre 23 et 34 ans. Mary, qui parle un excellent français, fait toujours sa liste d'épicerie en anglais et compte toujours dans la langue de son père.

(Audrey Best, la deuxième femme de Lucien Bouchard, le chef

gais de mari. C'est le cas de David Payne — arrivé de Grande-Bretagne en 1960 — et de sa compagne Josée-Elise Paquet. Député péquiste de la circonscription de Vachon sur la Rive-Sud, David est président de l'Association des anglophones pour un Québec indépendant.

Et que dire de Phillip Edmopson, l'Américain devenu porte-parole du Québec français au sein du NPQ canadien. C'est sans doute le voisinage d'Hélène Brien, sa femme depuis une quinzaine d'années, qui permet à Phillip de trouver la marque de la société d'origine dans notre façon de donner les cadeaux de Noël.

Jean Dorion, Lucien Bouchard, Gérald Larose, Yvon Charbonneau, Louise Harel, Claude Morin, Jean Garon, Denis Lazure, Rodrigue Tremblay, Yvon Deschamps, Gilles Vigneault, Jacques Parizeau... ça commence à faire pas mal d'exemples chez les ténors nationalistes d'un peuple dont la xénophobie congénitale est tenue comme un dogme dans les médias anglophones du Canada.

## Bob Keaton et Michèle Jodoin

### L'amour a uni le président d'Alliance Québec à une péquiste

Charles a 19 ans et Valérie 17 ans. Ils sont nés et ont toujours vécu rue Laval, à cent mètres du Carré Saint-Louis.

Nous deux jeunes Montréalais pure laine sont cependant passés bien proche de naître bien loin d'ici, quelque part sur la côte ouest des États-Unis où se sont connus leurs parents, Michèle Jodoin et Robert Keaton.

Michèle étudiait à Seattle, la ville de Robert, né à Windsor en Ontario et ayant suivi son nomade de père dans maintes villes américaines. Quand ils ont décidé de faire un bout de chemin ensemble, ils ont d'abord pensé à San Francisco, mais Michèle a convaincu son Canada-Américain de donner la première chance à Montréal.

«Notre contrat social reposait sur la conviction qu'il était possible de partager le territoire et de se laisser chacun une bonne marge pour la différence», se rappelle Robert qui ne parlait alors que l'anglais.

Ce fut donc Montréal et l'ancienne maison du docteur Hébert, le père du sénateur Jacques Hébert — à leur arrivée, ils y ont trouvé des lettres de Pierre Elliott Trudeau à son ami de voyage autour du monde, que la famille habite depuis 1969.

Il s'y est établi un singulier va-et-vient entre l'anglais et le français. S'étant connus, séduits et courtisés en anglais, c'est cette langue que Michèle et Robert emploient le plus souvent entre eux. Ils avaient cependant décidé de n'utiliser, au début, que le français avec les enfants; c'est donc en français que Charles et Valérie conversent ensemble.

Cette dernière règle a changé à l'été 76, alors que Charles avait 4 ans et Valérie 2 ans. Robert com-



Charles, Michèle, Valérie et Robert, devant la Vespaïenne qui redeviendra bientôt marché de fleurs au Carré Saint-Louis. PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

## À commencer par Vigneault...

### Les ténors nationalistes aiment les étrangères

On est pas séparatistes, mais impératistes, on marie leurs femmes. Cette boutade, lancée par Gilles Vigneault devant un groupe d'amis, reflétait l'étonnante expansion des chœurs nationalistes à marier des anglophones.

C'est d'abord vrai du grand frère national, qui est très jaloux de sa vie privée, avec Alison Foy et leurs trois enfants, à Saint-Placide sur les rives du Lac-des-Deux-Montagnes. On connaît mieux Judy Richards, qui fait dans le showbiz comme son compagnon Yvon Deschamps.

«On reçoit de petites pointes, surtout quand on participe moins qu'avant dans les activités de la communauté haïtienne. Avec deux enfants, un job à temps

«Le pire est arrivé à Paris, raconte Gérald. On avait réservé par téléphone dans une petite pension. J'ai vu la face de l'hôtelier changer de couleur quand il m'a vu avec Marie-Rose. Il m'a alors dit qu'il y avait eu erreur et qu'il n'y avait plus de chambres disponibles. Je lui ai promis une publicité royale auprès de mes amis du Québec: c'est l'hôtel du Midi, 4 rue René Gouy.»

De son expérience conjugale, Gérald Larose retient deux grandes leçons qu'il regroupe autour du verbe culpabiliser, dont abuser les adversaires du Québec français autant que les nationaux.

«Il ne faut plus nous laisser culpabiliser avec leurs accusations de xénophobie. C'est injuste et bien loin de notre réalité. Il nous faut, d'autre part, arrêter de culpabiliser les immigrants en les accusant, injustement, de ne pas s'assimiler à nous assez rapidement et assez complètement.»

d'une conférence à Istanbul. l'observais ces trois touristes américains qui demandaient des renseignements. Comme j'en travaissais une de mes services, je leur ai offert mes données. Elles cherchaient une boîte téléphonique et je me suis organisée pour en trouver une bien loin de notre point de départ. Pour faire une histoire courte, disons que Judith est devenue une Garon et vit à Saint-Romuald avec le père de ses trois filles: Hélène, Marie-Eve et Julie.

C'est à l'université Columbia de New York que Claude Morin a rencontré Mary Lynch, née à Coutraz en France d'une mère française et d'un père américain, qui habitait Philadelphie en Pennsylvania. C'est déjà une vieille histoire puisque leurs cinq enfants (Michèle, Katia, Eric, Alain et Cybèle) sont âgés d'entre 23 et 34 ans. Mary, qui parle un excellent français, fait toujours sa liste d'épicerie en anglais et compte toujours dans la langue de son père.

(Audrey Best, la deuxième femme de Lucien Bouchard, le chef

gais de mari. C'est le cas de David Payne — arrivé de Grande-Bretagne en 1960 — et de sa compagne Josée-Elise Paquet. Député péquiste de la circonscription de Vachon sur la Rive-Sud, David est président de l'Association des anglophones pour un Québec indépendant.

Et que dire de Phillip Edmopson, l'Américain devenu porte-parole du Québec français au sein du NPQ canadien. C'est sans doute le voisinage d'Hélène Brien, sa femme depuis une quinzaine d'années, qui permet à Phillip de trouver la marque de la société d'origine dans notre façon de donner les cadeaux de Noël.

Jean Dorion, Lucien Bouchard, Gérald Larose, Yvon Charbonneau, Louise Harel, Claude Morin, Jean Garon, Denis Lazure, Rodrigue Tremblay, Yvon Deschamps, Gilles Vigneault, Jacques Parizeau... ça commence à faire pas mal d'exemples chez les ténors nationalistes d'un peuple dont la xénophobie congénitale est tenue comme un dogme dans les médias anglophones du Canada.

«... les Libanais, finit par me répondre la collègienne Stanislav.

# « Nous étions convaincus que Staline ne pouvait se tromper »

La terreur, telle qu'elle était, était déjà assez dure. Une nouvelle fit l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel bleu: les arrestations (NDLR: en 1936) de Toukhatchevski, Iakir et Uborevitch, suivies par celle du commandant du district militaire de Moscou, un Lituane, un chef excellent, colonel dans l'ancienne armée, que nous considérons tous comme un bon communiste.

Ce fut, psychologiquement, un vrai coup dur. Je connaissais très bien Iakir, et j'étais proche de lui.

Staline lui-même avait beaucoup d'estime et de respect pour Iakir. J'ai la conviction. Iakir avait une lettre de Staline, qui était pourtant très avare de compliments écrits. Or, m'avait-on dit, il avait jugé Iakir digne de recevoir une lettre manuscrite où il faisait l'éloge de ses qualités personnelles. Et Iakir le méritait, en effet: c'était un type bien.

Et voici que Iakir, Gamarnik et tout un groupe de gens autour d'eux devenaient soudain des ennemis du peuple! Nous ne pouvions les croire seulement victimes de calomnies. Il y avait eu enquête, après tout, et un procès auquel avaient participé des personnages prestigieux. Le maréchal Iegorov siégeait parmi les juges. Par la suite, il devait tomber à son tour, victime des mêmes excès.

Quand les accusés, membres du parti ou non, furent jugés à Moscou et leurs sentences publiées, une seule voix s'éleva pour prendre leur défense: celle d'Alekseï Viktorovitch Shchusev. Je le connaissais bien et je le respectais. C'était un homme fascinant, même s'il inspirait à la plupart d'entre nous un profond scepticisme. Nous le considérons comme un

**Staline avait un penchant pour les attaques biaisées, les provocations verbales, un certain jésuitisme dans la conversation.**

vieil architecte tsariste sous prétexte qu'il avait construit des églises pour le tsar, et que, pensions-nous, il n'avait pas pu changer depuis. Schchusev, en tout cas, avait une langue bien pendue. Il disait exactement ce qu'il pensait, mais ce qu'il disait ne changeait pas grand-chose à la façon de faire ou de penser de ses contemporains.

Des appels à la condamnation ayant été lancés lors d'une réunion du parti, Shchusev se leva et dit:

« Ainsi, on nous suggère de condamner Iakir. Personnellement, je suis de Kishinev, et j'ai bien connu l'oncle de Iakir, qui était médecin et quelqu'un de tout à fait respectable. Je ne peux donc accepter l'idée que l'un de ses proches soit un criminel. »

Pour l'époque, son attitude tranchait véritablement.

Mais je dois reconnaître que, sur le moment, je fus indigné. Il me serait plus facile de dire que, du fond du coeur, je sympathisais avec Shchusev, mais tel n'était pas le cas. Pour moi, les paroles de Staline étaient sacrées. Nous étions tous convaincus qu'il ne pouvait se tromper ni rien faire de mal. Avec indignation, nous condamnâmes ceux qui avaient été arrêtés.

\*\*\*

Il y avait, à Moscou, un secrétaire du Komsomol (Organisation des Jeunes Communistes) que j'aimais beaucoup. C'était un homme jeune, plein de vie et d'enthousiasme, un excellent organisateur qui remplissait parfaitement sa tâche. Un matin, en arrivant au travail, j'appris que ce garçon était allé à la chasse (on était au printemps) et s'était tué accidentellement. J'en fus réellement peiné, et je n'eus de cesse qu'on me dise comment une telle chose avait pu se produire.

J'appelai immédiatement Staline. Je lui dis que je venais de recevoir de pénibles nouvelles au sujet de cet excellent secrétaire du comité régional du Komsomol. Staline répondit avec un grand calme:

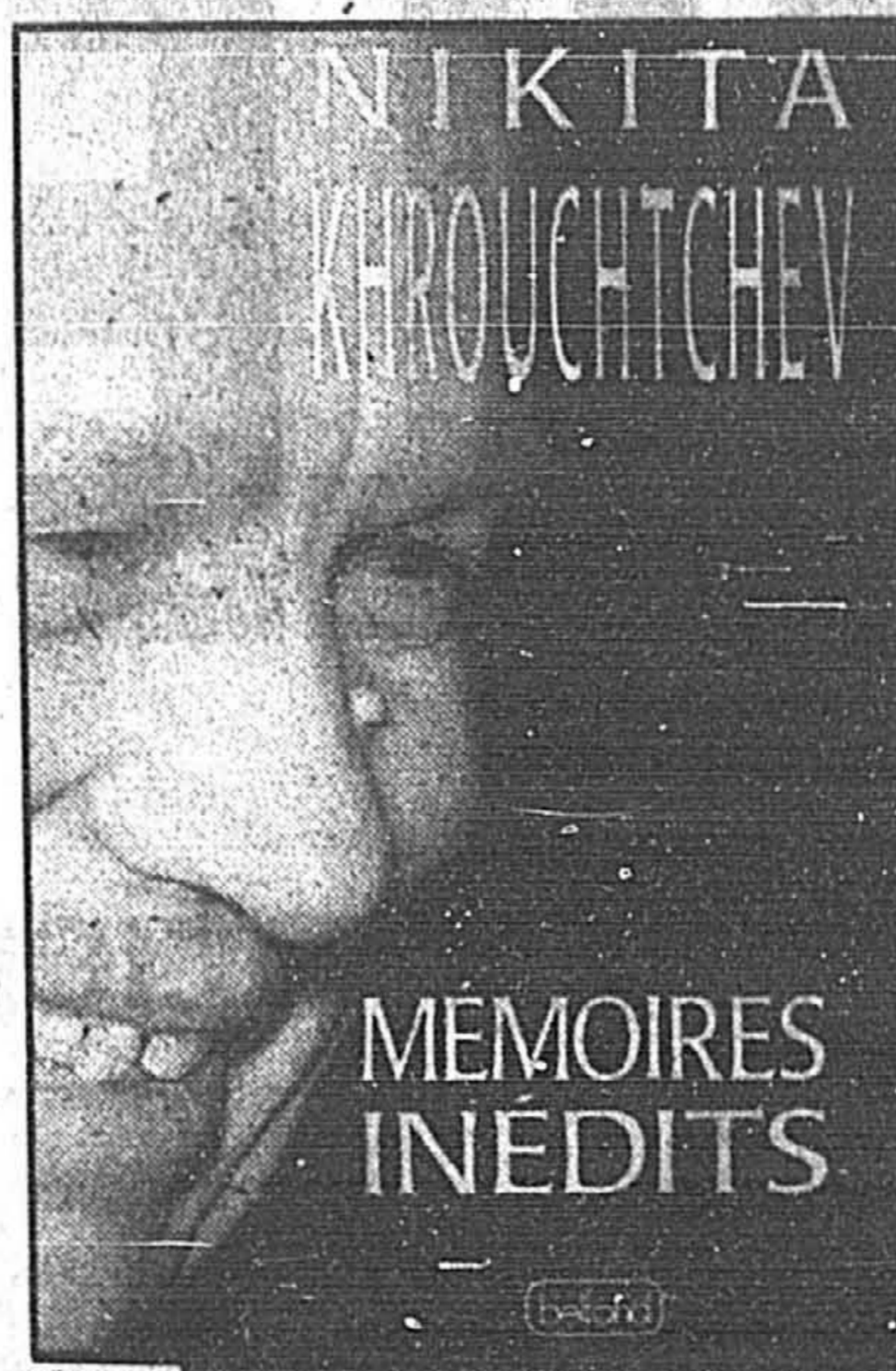
**Si le Comité central ou Staline décidait quelque chose, c'était irréversible, et donc conforme aux faits.**

« C'est compréhensible. Il a fait ça parce que Kosarev vient d'être arrêté. »

Kosarev était secrétaire du comité central du Komsomol. Cette fois, j'étais choqué pour de bon. D'abord, parce que Kosarev était, pour moi, au-dessus de tout soupçon. Issu d'une famille d'ouvriers, il avait été ouvrier lui-même et avait travaillé en usine à Moscou. Et voici qu'il se transformait soudain en ennemi du peuple. Kosarev! Comment se pouvait-il? Qu'est-ce qui avait pu faire de lui un ennemi du peuple? Mais nul ne se risqua à émettre le moindre doute, personne n'osa dire que, peut-être, quelque chose allait de travers, qu'une erreur avait été commise. Si le Comité central ou Staline décidaient quelque chose, c'était irréversible, et donc conforme aux faits. J'avais le coeur lourd en songeant que les agents subversifs infiltrés dans les pays capitalistes avaient pu pénétrer aussi loin dans l'appareil du parti et du Komsomol, au point d'infecter les dirigeants eux-mêmes.

\*\*\*

Staline avait un penchant pour les attaques biaisées, les provocations verbales, un certain jésuitisme dans la conversation. Je me souvins d'un jour où il m'appela pour me demander de le rejoindre, au Kremlin, sur une petite place qu'on était en train d'aménager près du jardin Tainitski. Je m'y rendis immédiatement, bien sûr. À peine entré dans le Kremlin, j'aperçus Staline, Vorochilov et Molotov qui se promenaient en admirant les travaux de restauration.



Trente ans avant Mikhaïl Gorbatchev, l'URSS avait connu une première période de profonds changements politiques et économiques. L'animateur de ce « dégel » était Nikita Khrouchtchev, qui fut premier secrétaire du Parti communiste d'URSS de la mort de Staline (1953) jusqu'en 1964. Le fait d'armes de Khrouchtchev fut sa dénonciation, lors du XX<sup>e</sup> congrès du Parti en 1956, des crimes de Staline.

En 1964, il fut limogé, ses camarades du Parti lui reprochant la détérioration des relations avec la Chine, l'échec de ses réformes économiques et agricoles, la crise des missiles de Cuba, et son style de gouvernement brouillon. En 1968, le correspondant du *Time Magazine* à Moscou Jerrold Schecter apprit que Khrouchtchev avait, de sa retraite forcée loin de Moscou, dicté ses mémoires. Mieux encore, on lui révéla que Khrouchtchev, exaspéré par le mur de silence que ses successeurs avaient élevé autour de lui, avait décidé d'autoriser la transmission à l'Ouest de ces enregistrements. Avec un groupe de journalistes et d'universitaires, Schecter réussit à entrer en possession de ses bandes.

Le premier volume des mémoires de Krouchtchev fut publié en 1970. Un second volume fut édité en 1974, composé des transcriptions d'enregistrements obtenus après la mort de l'ancien premier ministre en 1971.

Malgré l'importance de ces deux livres, les responsables

du projet avaient l'intuition que Khrouchtchev n'y avait pas tout dit ce qu'il avait à dire. En écoutant les bandes en effet, ils avaient nettement l'impression que celles-ci avaient été expurgées. « Nous avions supprimé du texte les passages touchant au secret militaire et les références à des gens encore au pouvoir en URSS », révéla plus tard le fils de Khrouchtchev, Sergueï.

En 1989, à la faveur de la perestroïka de Gorbatchev, on put enfin obtenir les enregistrements complets des mémoires dictés par Nikita Khrouchtchev. Les passages manquants ainsi découverts viennent d'être publiés en français par les Éditions Belfond, sous le titre *Mémoires inédits*. Le livre sera disponible au Québec dans quelques jours. Nous en publions ici des extraits.

Ces mémoires inédits n'ont pas qu'un intérêt historique. En fait, comme le souligne l'éditeur américain Strobe Talbott dans son introduction, ils sont tout à fait d'actualité. « Certaines tirades contre les insuffisances et les iniquités de l'économie soviétique font penser aux discours prononcés par Gorbatchev devant le Congrès des députés du peuple ou devant le Soviet suprême. Il apparaît plus clairement que jamais que les tentatives conduites par Khrouchtchev pour réformer l'agriculture et l'industrie soviétiques constituaient une perestroïka avant la lettre, et que son dégel culturel annonçait la glasnost. »

# « Mon repentir n'est pas absolu... »

Me voici à l'âge où l'on se repent, mais mon repentir n'est pas absolu. J'ai commis des erreurs de jugement sur ce qu'il fallait encourager et ce qu'il fallait interdire. Je reconnais les erreurs commises à mon époque et alors que je me trouvais en situation de peser sur les cours des événements.

La direction que j'ai exercée a parfois été plus administrative que créative. Nous nous demandions trop ce qu'il fallait soutenir, restreindre ou interdire. J'admets ma part de responsabilité pour la période où j'ai été au pouvoir mais aujourd'hui je suis opposé à cette forme de gouvernement. Ce n'est pas de cette façon que nous devons mener le combat.

Les femmes portent des jupes courtes aujourd'hui, mais voici que le long revient à la mode. Tout change. En musique, c'est vrai aussi: tout change. C'est pourquoi il faut faire preuve de tolérance. L'idéologie communiste en elle-même, pour autant, réellement affectée? A mon avis, non.

La révolution s'est faite pour un morceau de pain. C'est de nous qu'on attend ce pain. Économiquement, on ne peut pas dire que nous nageons dans le bonheur. Je sais que les gens passent beaucoup de temps à chercher ce dont ils ont besoin pour se nourrir. Je sais que certains viennent à Moscou, de très loin, pour faire leurs achats. Le système de magasins tel qu'il existe actuellement ne fournit pas en temps voulu les quantités nécessaires. Je sais que des gens quittent leurs régions pour venir à Moscou acheter ce dont ils ont besoin. Et encore Moscou, qui ne parvient pas à répondre aux besoins de ses habitants, occupe-t-elle une place à part si on la compare à Kiev par exemple, et à d'autres capitales régionales. Kiev a toujours été un miroir dans lequel se lisait l'état de notre production agricole. L'image qu'elle nous offre aujourd'hui est loin d'être satisfaisante.

Il est clair que notre production de cé-



Khrouchtchev haranguant les ouvriers de Belgrade en 1963.

réales est insuffisante. Je le constate et j'en suis d'autant plus étonné que je lis des articles de journaux et des communiqués des ministères chargés de l'agriculture dans lesquels on parle des succès considérables de notre agriculture et d'une production de grains et de produits de la terre en augmentation constante. On ne s'en douterait pas quand on va sur les marchés.

L'Union soviétique est obligée de faire appel au capitalisme, ce système que nous nous sommes promis d'abattre. Nous ne sommes toujours pas en mesure de produire des céréales en quantités suffisantes pour constituer les réserves qui nous mettraient à l'abri des caprices du temps. Il nous faudrait, pour y parvenir, une approche scientifique et des taux élevés de productivité. La défaite du ca-

pitalisme passe par une meilleure satisfaction des besoins matériels aussi bien que culturels. Il nous faut donner plus à notre peuple que ce que lui offre le capitalisme. Tout le problème est là.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, le socialisme est né de la défaite de l'Allemagne et de l'aide fournie par l'Union soviétique. Ailleurs, là où l'armée soviétique n'a pas pénétré, le socialisme n'a pas vu le jour. Il nous faut donc nous engager dans la coexistence pacifique, montrer, de façon pacifique, les avantages du socialisme, sa capacité à satisfaire les besoins culturels et matériels de l'homme.

Les promesses ne sont pas tout. Il faut les tenir. Le système socialiste a beau être le plus progressiste, on n'a toujours pas vu, après cinquante ans, un parti

communiste capable de remporter une majorité parlementaire dans des élections. Voilà qui mérite réflexion. Les gens ne nous suivent pas.

Le peuple soviétique est parvenu à des conditions de vie bien meilleures que celles d'avant la révolution; c'est indiscutable. Mais nous n'offrons toujours pas, à l'Ouest, une image séduisante. Il nous faut générer des avantages tangibles et créer, donc, les conditions nécessaires à la victoire de notre mode de vie. C'est le problème fondamental. La solution viendra d'une meilleure productivité du travail, de la science, de la technologie et de l'éducation.

Le paradis, c'est là où l'on rêve d'arriver, ce n'est pas un endroit dont on se sauve! Mais voici dans ce pays toutes les portes closes et verrouillées. Quel est donc ce socialisme?

Quelle est cette horreur qui vous amène à enchaîner les gens? Quel ordre social? Quel paradis? D'aucuns m'ont accusé d'insultes chaque fois que j'ai ouvert les portes. Si Dieu m'avait permis de poursuivre, j'aurais ouvert à la volée toutes ces portes et toutes ces fenêtres, et je les aurais laissées ainsi.

Lénine a ouvert les portes pendant la guerre civile, et beaucoup sont alors partis. Chaliapine, le chanteur, est parti; Averchenko aussi, et Andreïev, et nombre d'autres grands écrivains. D'autres auraient suivi si on n'avait pas refermé les portes; mais croyez-vous réellement que le pays tout entier s'en serait allé? Impossible. Pourquoi craindre cela? Beaucoup de gens quittent leur pays pour n'y jamais revenir. Il n'y a pas à s'en inquiéter.

J'ai fait mon temps, et je me sens très las. Me voici à l'âge où je n'ai plus devant moi que mon passé. Mon seul avenir est la tombe. Je n'ai pas peur de la tombe, je souhaite mourir. La vie, dans la situation où je me trouve, est si ennuyeuse, si monotone. Mais je tenais à exprimer une dernière fois mon opinion.



Staline devant un défilé militaire à Moscou.

Je m'approchai et aperçus le visage de Staline, qui m'exprimait rien, comme d'habitude. Il me regarda et dit:

« Antipov vient d'être arrêté, tu sais. »

(Antipov était un homme politique éminent de Leningrad, commissaire du peuple aux Postes et membre du Comité central.)

**La chasse aux Polonais fut donc lancée, et quand il n'en resta plus un seul, on s'en prit à n'importe qui occupant un poste de quelque importance.**

« Non, je ne savais pas, répondis-je. »

« Il paraît qu'il a fourni certaines preuves contre toi, ajouta Staline en me regardant au fond des yeux sans se départir de son air complètement inexpressif. »

Je le fixai à mon tour, ne sachant que répondre. Puis je me décidai à parler.

« Non, je ne savais pas qu'Antipov avait été arrêté, et ne je sais pas non plus de quoi il est accusé. Mais je sais qu'Antipov est tout à fait incapable de fournir la moindre preuve contre moi, étant donné que je n'ai jamais rien eu à voir avec lui. Nous échangeons un coup de chapeau quand nous nous croisons, et il nous arri-

ve de participer ensemble à des réunions du parti: voilà à quoi se réduisent nos relations. »

Staline se détourna, baissa la tête et se mit à parler de Moscou — la vraie raison pour laquelle il m'avait fait venir. Puis il me posa quelques questions. Et pendant tout ce temps, il essaya probablement de lire dans mes yeux ce que je pensais réellement. Il se trouve que rien dans mon apparence extérieure, mon regard ou mon visage ne lui permit, ce jour-là, de soupçonner qu'il pouvait y avoir un lien quelconque entre Antipov et moi. Mais si, à cet instant — et alors que tout se jouait sur un plan complètement subjectif — il avait eu, pour je ne sais quelle raison, l'impression que je lui cachais quelque chose, aurions-nous vu surgir alors — et en combien de temps? — un nouvel ennemi du peuple?

Nous fimes encore quelques pas, puis il dit qu'il n'avait rien d'autre à me demander; je m'en allai donc. Après quoi, je ne cessai de penser aux questions qu'il m'avait posées. J'aurais bien voulu savoir ce qui l'avait amené à me traiter de cette façon. L'explication réside dans sa totale irresponsabilité et dans son manque absolu de respect pour tout autre que lui-même.

C'était la première fois que Staline se conduisait de cette façon avec moi. Il en eut une deuxième, au moment où l'on se mit à arrêter à Moscou les membres



Khrouchtchev en 1941.

du Komintern (Internationale communiste) en 1936. Les représentants polonais, à ma connaissance, furent tous arrêtés et passés par les armes. On nous avait fait savoir que tous étaient des agents infiltrés par Pilsudski (le premier ministre de Pologne). La chasse aux Polonais fut donc lancée, et quand il n'en resta plus un seul, on s'en prit à n'importe qui occupant un poste de quelque importance.

**Staline ne m'infligea jamais ce qu'il devait infliger à nombre de gens honnêtes et fidèles qui avaient pourtant prouvé leur loyauté envers la classe ouvrière et le parti de Lénine.**

Un jour où j'étais venu à Moscou, Staline m'affirma que j'étais un Polonais. J'assistais à une réunion du Comité central. Nous étions debout avec Iejov, et Staline, s'approchant de nous, m'enfonça son doigt dans l'épaule en disant:

« Comment t'appelles-tu? »

« Camarade Staline, répliquai-je, je crois savoir que mon nom est Khrouchtchev. »

« Non, tu ne t'appelles pas Khrouchtchev, insista Staline, avec sa brutalité coutumière, tu ne t'appelles pas Khrouchtchev. C'est Untel et Untel qui l'ont dit. »

Et de citer le nom d'un Polonais qui m'était totalement inconnu.

« Comment peux-tu dire une chose pareille, camarade Staline? Ma mère vit toujours. Les usines où j'ai travaillé, mon village de Kalinovka dans la région de Koursk... Il suffit de vérifier. »

« C'est Iejov qui l'a dit, reprit Staline. »

Iejov ouvrait la bouche pour protester, mais, déjà, Staline s'était tourné vers Malenkov, prétendant que c'était lui, le premier, qui avait dit que Khrouchtchev n'était pas Khrouchtchev, mais un Polonais.

Malenkov, à son tour, voulut démentir. En vérité, ils étaient tellement obsédés par cette chasse aux Polonais qu'ils avaient fini par transformer des Russes en Polonais. Ce furent les deux seules fois où, entre Staline et moi, il se passa quelque chose de semblable. Il avait d'abord, apparemment, une meilleure opinion que des autres. Peut-être me faisais-il davantage confiance. Moyennant quoi il ne m'infligea jamais ce qu'il devait infliger à nombre de gens honnêtes et fidèles qui avaient pourtant prouvé leur loyauté envers la classe ouvrière et le parti de Lénine.

# Après avoir cédé un Gorbatchev reprend le chemin de la perestroïka

# temps aux conservateurs



Depuis, Grigory Yavlinski peaufine son texte, dans l'espoir de le faire entériner et par la partie soviétique et par les experts du G-7, à temps pour en saisir le sommet de Londres, du 15 au 17 juillet. Le pari est loin d'être gagné.

Côté occidental, les sommes requises sont énormes alors que les États-Unis sont en récession, que l'Allemagne paie le prix de sa réunification et que toutes les factures de la guerre du Golfe ne sont même pas encore réglées. A contrario, l'Ouest a conscience de l'intérêt à investir dans la survie de l'URSS s'il obtient des garanties formelles sur deux points: qu'il ne s'agit pas d'arroser le désert, et qu'il est bien question d'une réforme, pas d'une réformette; de changer de système, pas le système.

Côté URSS, c'est encore plus complexe: un tel droit de regard des Occidentaux sur l'évolution intérieure du pays sera ressenti comme insultant par une population nourrie au mythe de la superpuissance; sachant que l'argument porte, l'ancien premier ministre Nikolai Ryjkov vient de l'utiliser dans sa campagne électorale pour la présidence de Russie: la politique de l'URSS ne doit être «déterminée ni par les intrigants ni par les experts du G-7, mais par des managers économiques».

### Les ambiguïtés de Gorbatchev

Même la position de Gorbatchev n'est pas claire. Il sait évidemment ce à quoi il a donné son aval de principe. Il veut participer au sommet de Londres. Il admet qu'il est «impossible de sous-estimer l'importance de la coopération économique avec les pays étrangers».

Mais la semaine dernière encore, devant le président du conseil italien Giulio Andreotti, ses réticences fondamentales étaient parfaitement perceptibles: «Ce que nous devrions faire, c'est reconnaître la liberté de choix de chaque peuple. N'imposons pas des modèles les uns aux autres, évitons le diktat.»

Ensuite les forces conservatrices s'ont nullement désarmées. Les leurs sont toujours aux postes de commandement.

Ça et là, de nouvelles nominations font sursauter: pour représenter l'URSS à la CEE, l'un des points de passage obligés de toute coopération, le Kremlin vient de désigner Lev Voronine, le président du «Gosplan», l'incarnation même du dirigisme et de l'influence du PC sur l'économie.

Ça et là, les multiples «organes de l'ordre» se rappellent au mauvais souvenir des libéraux. L'armée et le ministère de l'Intérieur par exemple qui, sans parler des tueries dans le Caucase, harcèlent quotidiennement les indépendantistes baltes. L'armée encore, mais dans le domaine économique, lorsqu'elle demande des «fonds supplémentaires pour 1991 en raison de la hausse des prix» alors que toute réforme passe par la voie contraire. L'armée toujours, et dans la diplomatie cette fois-ci, quand elle contournait les accords de désarmement et en bloque la ratification.

Les facteurs d'incertitude ne manquent pas. Certains, comme l'académicien Youri Rykov, affirment que «le hasard est pratiquement l'élément dirigeant» de l'évolution soviétique. Pas un compliment pour le Prix Nobel de la Paix. C'est pourtant vrai, Mikhail Gorbatchev lui-même, le 5 mai face à Rupert Murdoch, l'a admis du bout des lèvres: «Personne ne peut précisément prévoir ce que sera le résultat de la perestroïka.»

## Le changement dans l'attitude du Kremlin est intervenu par petites touches imperceptibles

teurs. C'est après avoir constaté leur incapacité de résoudre le problème, que Gorbatchev les abandonne pour un nouveau flirt avec les néo-libéraux.

L'autre cas de figure table sur l'idée que Mikhail Gorbatchev n'a dévié du cours réformateur que parce que les «purs et durs» étaient trop puissants à l'époque pour lui permettre d'aller de l'avant. Il fallait, dans cette hypothèse, provisoirement leur donner carte blanche pour leur faire admettre qu'ils n'avaient aucune solution à proposer. Que le système stalino-brejnevien n'était plus une alternative.

### La crise s'accélère

Que Mikhail Gorbatchev ait sciemment louvoyé ou qu'il ait dû se rendre à l'évidence, le processus d'effondrement et de désintégration s'est accéléré. Dans le club des sécessionnistes irrédentistes, les trois Baltes ont été rejoints par les Moldaves, les Arméniens et les Géorgiens. Quant aux indicateurs économiques, ils sont tous en chute libre.

Il fallait agir. Impérativement et vite. Les circonstances s'y prêtent: l'influence conservatrice commence à craquer alors que parallèlement le poids des néo-libéraux se fait à nouveau sentir.

C'est peut-être le 28 mars que tout bascule dans la tête de Mikhail Gorbatchev. Au «Congrès des Députés du Peuple de Russie», les adversaires les plus acharnés de Boris Eltsine renoncent brusquement à exiger sa démission. Au même moment, dans les rues de Moscou quadri-

lées par les uniformes, les libéraux brandissent l'interdiction de manifester et prouvent, par l'absence de tout incident, la vanité des cris d'orfraie sur le danger d'une populace prétendument déchaînée.

Le voyage au Japon — d'où il revient les mains vides — contribue à convaincre Mikhail Gorbatchev de la nécessité de sortir de la tour d'ivoire conservatrice s'il veut obtenir un soutien des Occidentaux à sa perestroïka en crise.

### Le «compromis historique»

C'est le coup de théâtre du 23 avril. Mikhail Gorbatchev, Boris Eltsine et les dirigeants de huit autres républiques concluent «l'accord 9 + 1». C'est un «compromis historique» qui rapproche les deux rivaux, ouvre la voie à l'adoption d'un programme anticrise et du «Traité de l'Union» pour sauver de l'URSS ce qui peut encore l'être.

Les signes se multiplient. Eltsine obtient la fin de la grève des mineurs qui saigne le pays depuis neuf semaines, et encaisse en échange le transfert des mines de la juridiction de l'URSS à celle de la Russie. Gorbatchev fait annoncer que des hommes à la réputation semi-libérale entrent dans son corps de conseillers truffé d'apparechiks depuis des mois. Eltsine va à Prague, porteur d'un message du Kremlin à la direction tchécoslovaque (Eltsine porte-parole de Gorbatchev!).

### Le grand marchandage

Côté politique donc, le processus est

amorcé, même si tout le monde doute que la nouvelle alliance Gorbatchev-Eltsine, la troisième, puisse être durable: mariage de raison plus que lune de miel, mais il est rendu nécessaire par une économie qui s'enfonce à toute vitesse, en partie sous les coups portés par le nouveau gouvernement de Valentin Pavlov (échange forcé des coupures de 50 et 100 roubles, hausse brutale des prix, planche à billets en folie).

C'est là qu'émerge le «grand marchandage» qui est pour beaucoup la dernière planche de salut. Grigory Yavlinski, coauteur du «programme des 500 jours» dédaigné par le Kremlin, ex-vice premier ministre de Russie et, à 39 ans, l'un des économistes les plus brillants du pays, soumet à la direction politique un programme encore plus ambitieux que le précédent.

Le «grand marchandage» consiste à associer l'Occident au sauvetage de l'URSS dans des conditions radicalement nouvelles. En échange des moyens nécessaires, entre 75 et 150 milliards de dollars étalés sur trois à cinq ans, l'Ouest obtiendrait des Soviétiques un droit de regard sur la mise en oeuvre de la réforme et des garanties formelles quant à la démocratisation. Du jamais vu.

Yavlinsky travaille depuis des semaines à son coup de poker planétaire. Il y associe des économistes-soviétologues américains de haut vol, en discute avec les experts du G-7. Le 5 mai à 17 h, Eltsine lui donne le feu vert au nom de la Russie, à 18 h 30 c'est à Gorbatchev d'approuver le principe.

### Deux hypothèses

L'intéressé, évidemment, défend la ligne du choix tactique. «Question de tactique, de manœuvres pour prendre en compte les réalités», explique-t-il devant François Mitterrand, «mais le vaisseau de la perestroïka suit son cours, même par temps difficile.»

Tactique ou stratégie, les deux hypothèses ont leurs adeptes dans la classe politique soviétique. Et chacune a une part de vraisemblance pour elle.

Dans un cas, le «programme des 500 jours», la réforme audacieuse qu'il avale puis rejette, était pour le président de l'URSS la preuve que les choses allaient trop loin: vraie dévotion des pouvoirs, vraie privatisation, les derniers dogmes allaient valser comme des quilles sous le double boulet du capitalisme et de l'autonomie des républiques, sinon leur indépendance pure et simple. Exit Marx, exit l'URSS. Pour éviter cela, il ne restait alors qu'à se tourner vers les conserva-

# Susan Eng, nouvelle patronne de la police de Toronto

Benoit Legault  
collaboration spéciale  
TORONTO

Susan Eng, élue il y a un mois présidente du Metropolitan Toronto Police Services Board, la commission qui supervise le travail de la police de Toronto, est l'une des personnalités les plus controversées de Toronto.

Les idées novatrices de cette avocate de 38 ans et ses nerfs d'acier lui ont valu d'obtenir l'appui déterminant du premier ministre Bob Rae. Mme Eng est devenue à Toronto un symbole des minorités ethniques qui prennent leur place et qui imposent un rythme multiculturel à Toronto, cette ex-ville WASP devenue l'une des villes les plus cosmopolites du monde.

Interviewée longuement par La Presse, Susan Eng est apparue beaucoup moins extrémiste que l'affirment ses détracteurs, notamment ceux du quotidien populaire Toronto Sun.

La première, et la plus grande controverse signée Susan Eng, fut son refus de prêter serment à la reine, il y a deux ans, quand elle fut nommée commissaire. «Il fallait prêter le serment de protéger les sujets de sa Majesté. Cela excluait légalement — et aussi d'un point de vue émotif — les réfugiés, les visiteurs et les autres personnes qui habitent au Canada mais qui ne sont pas encore des citoyens canadiens», explique-t-elle aujourd'hui.

Le gouvernement néo-démocrate a modifié récemment la Loi sur la police, faisant en sorte que le serment des policiers fasse référence au Canada et sa constitution plutôt qu'à la reine. Plusieurs y ont vu un accommodement conçu pour permettre à Susan Eng d'accéder, sans faire trop de bruit, à la présidence du Police Board.

### Cohérence et honnêteté

«On me prête de grands pouvoirs d'influence, que je n'ai bien sûr pas, sur le gouvernement provincial», se défend la principale intéressée.

Malgré d'innombrables ennuis, Susan Eng ne regrette rien: «J'aurais pu prêter serment. Ça aurait été facile. Pourtant, mes qualités dont je suis la plus fière sont la cohérence et l'honnêteté. Je ne pourrais prétendre avoir ces qualités si j'avais prêté serment à la reine.»

Susan Eng ne nie pas avoir beaucoup d'idées en commun avec le NPD. Mais elle souligne qu'elle n'a jamais été membre du NPD ou d'un autre parti.



Avocate aux nerfs d'acier, Susan Eng est l'une des personnalités les plus controversées de la Ville-Reine

tés visibles ont été plutôt difficiles jusqu'à maintenant et qu'une présidente issue d'une minorité visible est un facteur positif.

En fait, c'est surtout avec les Noirs que les relations ont été difficiles. Susan Eng explique le phénomène simplement: «Seuls des Noirs ont été tirés!» Plus tard, des Noirs ont été atteints de balles policières ces dernières années.

Un leader noir, Dudley Laws, est d'ailleurs poursuivi par l'Association des policiers de Toronto pour avoir dit publiquement que la police de Toronto est «le corps policier le plus brutal et le plus meurtrier en Amérique du Nord».

### Calmer les esprits

Un commissaire noir du Police Board, Roy Williams, encourage la levée d'un fonds de défense pour Dudley Laws, ce qui enrage l'Association des policiers de Toronto. Susan Eng a tenté en vain de calmer les esprits. «Je ne suis plus seulement commissaire. En tant que président, mon rôle est de favoriser les échanges.»

Le programme d'accès à l'égalité en matière d'emploi est très avancé à la police de Toronto. La présidente a l'intention de poursuivre dans cette direction, malgré des critiques de plus en plus fortes de Blancs qui se plaignent d'une forme de discrimination à l'envers. «Si nous croyons que les droits de certains groupes ont été bafoués, il faut être prêts à prendre les moyens nécessaires pour redresser la situation», réplique Mme Eng.

Elle note toutefois qu'il n'est pas utile d'engager plus de policiers chinois, par exemple, pour patrouiller les quartiers chinois. «Ce qu'il faut, ce sont des policiers qui sont tous sensibilisés aux réalités multi-culturelles.»

Mais si Susan Eng s'est surtout fait connaître pour ses prises de position dans le dossier des minorités ethniques, le sujet qui la préoccupe le plus présentement est le contrôle des armes à feu. «Il y a tant de meurtres et de suicides qui pourraient être évités à Toronto si les armes à feu étaient moins facilement accessibles.»

Et selon la nouvelle patronne de la police de Toronto, les armes des policiers devraient aussi faire l'objet de contrôles plus sévères. A cet égard, elle a suggéré que les agents soient tenus de faire un rapport écrit chaque fois qu'ils dégainent leur arme.

Mme Eng est perçue comme une radicale féroce, mais depuis quelque temps, elle est attaquée beaucoup plus qu'elle n'attaque. «La critique ne me dérange pas, dit-elle. On ne peut pas empêcher les gens de se livrer à des attaques personnelles. Ce qui m'étonne toutefois est que plusieurs critiques personnelles pro-

viennent de gens qui ne m'ont jamais rencontrée.»

### D'influents alliés

Susan Eng a aussi d'influents alliés. Le Toronto Star et le Globe and Mail ont salué sa nomination par des éditoriaux

positifs. On pouvait lire dans le Star que «la nomination de Mme Eng signale clairement la fin du rôle partisan des politiques policières joué jusqu'à maintenant par le Police Board.»

L'éditorial du Star soulignait aussi que les relations entre la police et les minorités

# Les Africains ont besoin des experts québécois pour aider les handicapés

JEAN-PIERRE BONHOMME

L'Afrique compte des millions de handicapés, notamment de nombreuses victimes de la polio, et les Québécois spécialisés en réhabilitation sont invités à leur venir en aide.

C'est le message que le secrétaire de l'Association malienne pour la promotion des handicapés, M. Mahamadou Ba, a livré au cours d'une entrevue avec *La Presse*, hier.

Le Mali, par exemple, un pays de huit millions d'habitants, compte 700 000 handicapés. Il cherche, par le moyen d'une collaboration avec la société Lucie-Bruneau International (une filiale du Centre de réadaptation montréalais du même nom) et son directeur, M. André Bertrand, à déterminer les meilleurs manières de redonner espoir aux diverses victimes.

L'apport le plus constructif à envisager, disent les deux experts, est celui d'une réinterprétation à l'africaine des prothèses modernes.

Il s'agirait, avec la collaboration des experts québécois, de ré-

inventer les systèmes de réhabilitation d'une manière plus simple et plus économique. On pourrait ainsi, avec des systèmes moins coûteux qu'actuellement, généraliser les mécanismes d'aide. Les barres parallèles ordinaires pourraient ainsi être construites de bambou, etc.

Les experts québécois désireux de contribuer à cette recherche, en donnant de leur temps, sont invités à se faire connaître chez Lucie-Bruneau International (tél. 527-4527).

Les handicapés du Mali ont, à 45 p. cent, été victimes de poliomyélite. D'autres ont été victimes des séquelles d'injections faites par des personnes non formées et qui ont touché le nerf sciatique. D'autres, encore, sont lépreux, sourds ou aveugles. Les accidents du travail font 15 000 victimes par année au Sénégal.

Lucie-Bruneau International est le promoteur d'un film-vidéo de 20 minutes sur les handicapés d'Afrique occidentale, que M. Ba est venu lancer au Québec. Le document établit que les structures de réadaptation d'Afrique « souffrent de graves carences ». On estime que 10 p. cent des 160 millions d'Africains occidentaux



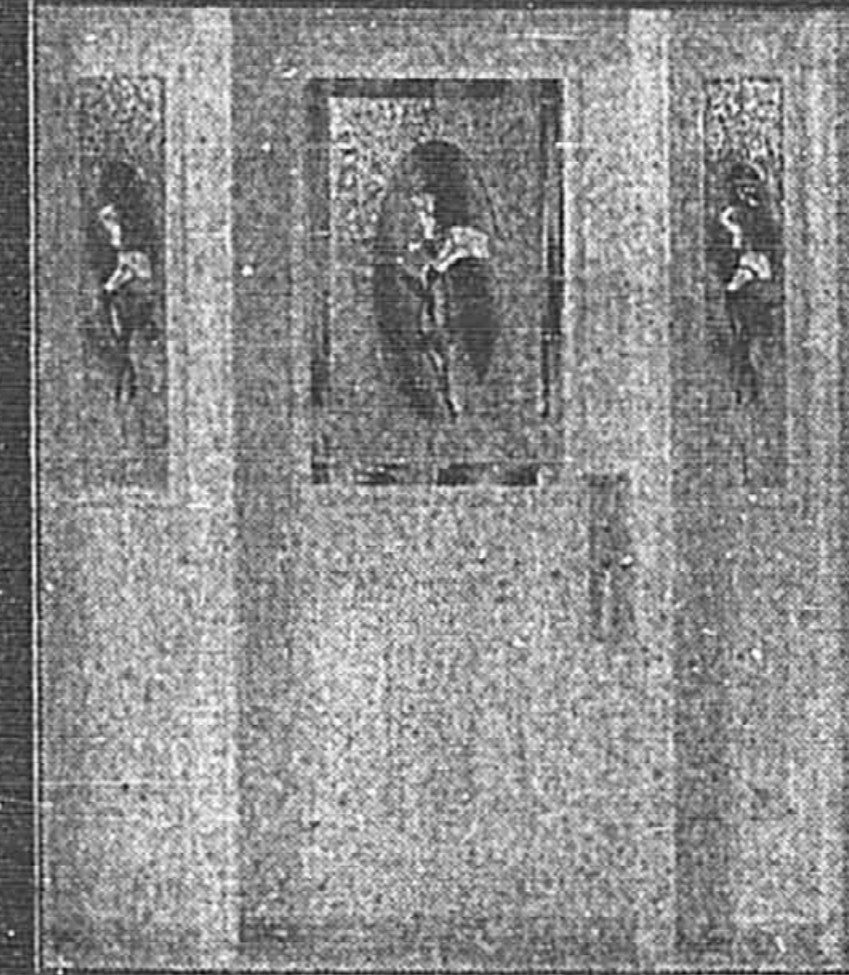
PHOTO JEAN COUPLI, *La Presse*  
Mahamadou Ba.

souffrent de handicaps à divers degrés.

La Société Lucie-Bruneau songe à participer à plusieurs projets d'aide, dont celui d'une coopérative de travail (un atelier de couture pour femmes handicapées) au Mali.

OUVREZ PORTES ET FENÊTRES AUX RÉNOVATIONS PRINTANIÈRES!

PORTES ET FENÊTRES DE LA BAIE, GALERIES D'ANJOU C'EST CLAIR, NET ET DE TOUTE BEAUTÉ!



OFFRE SENSASS DE JUIN:

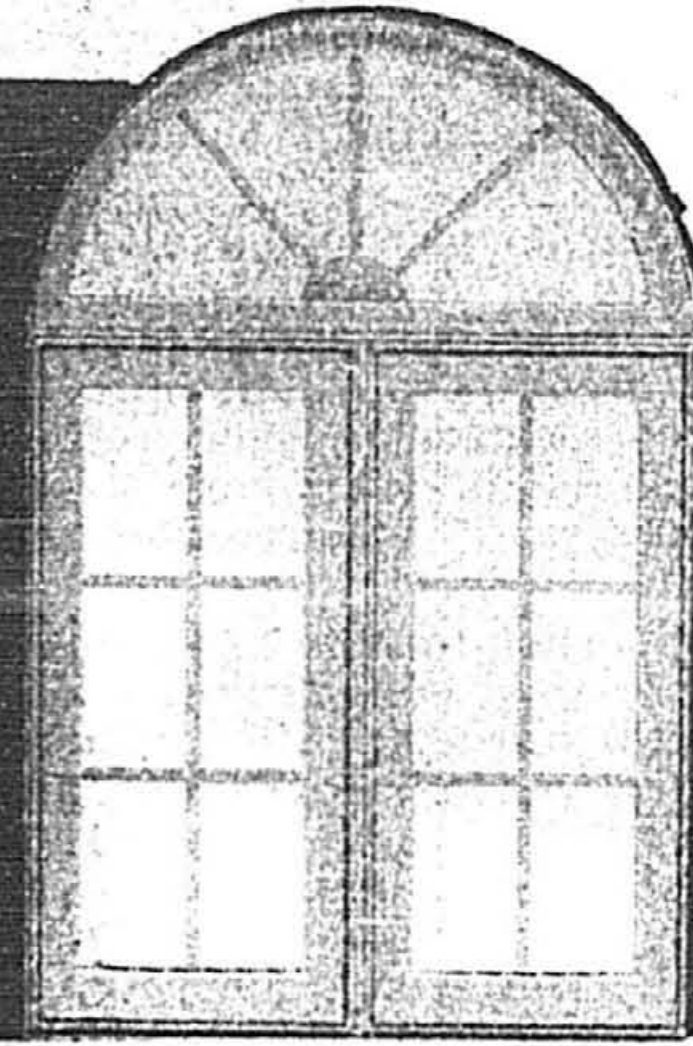
**20%** DE RABAIS!  
TOUTES LES PORTES D'ENTRÉE EN ACIER, Y COMPRIS L'INSTALLATION

C'est le printemps, c'est la saison des rénovations à la Baie! Que vous pensiez rénover pour donner de la valeur à votre maison ou encore pour un meilleur confort thermique, c'est à la Baie qu'il faut venir!

Profitez également d'un rabais de **10%**

à l'achat de tous nos autres produits:

- Portes de garage
- Fenêtres en aluminium
- Portes-fenêtres coulissantes
- Fenêtres en C.P.V.
- Portes miroir
- Fenêtres en bois
- Portes intérieures en bois
- Fenêtres de serre
- Portes intérieures en masonite
- Lanterneaux, etc.
- Portes d'entrée en bois



Pour tout renseignement, téléphonez au 356-1452.

LAISSEZ LE SOLEIL DE LA BAIE, GALERIES D'ANJOU, ENTRER DANS VOTRE MAISON JUSQU'AU 29 JUIN!



la Baie

Plus de 320 ans à vous offrir qualité et service, avec en plus notre garantie de remboursement!

## Lauda Air: sabotage exclu

Reuter  
BANGKOK

Le pilote de l'avion de la compagnie autrichienne Lauda Air qui s'est écrasé dimanche soir en Thaïlande, a eu le temps de griffonner le mot « Feu » sur une carte juste avant que l'appareil n'explose, a déclaré vendredi un responsable de l'aviation thaïlandaise.

Ce dernier, Somboon Rahong, a déclaré au cours d'une conférence de presse à Bangkok que le pilote, Thomas Welch, cherchait à faire un atterrissage d'urgence mais que l'avion a explosé et que ses débris sont retombés dans la jungle.

Les enquêteurs ont découvert la carte du pilote américain, sur laquelle il avait écrit « Feu ». Le mot avait été entouré.

Un responsable autrichien a pour sa part déclaré vendredi que selon des experts, une panne de réacteur, plutôt qu'une bombe, était probablement la cause de l'explosion du Boeing 767-300 de Lauda-Air.

« Nous pensons de plus en plus plausible qu'un réacteur a pris feu, qu'il ait implosé », a dit Peter Blumauer, un haut fonctionnaire du ministère autrichien de l'Intérieur qui dirige la délégation de la police autrichienne envoyée en Thaïlande pour enquêter sur cette catastrophe.

Des enquêteurs ont découvert que le réacteur gauche du Boeing 767-300 était gravement brûlé, ce qui vient à l'appui de la thèse de l'implosion, a-t-il ajouté.

Les 223 personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil ont péri dans la catastrophe qui s'est produite à environ 200 km au nord-ouest de Bangkok.

Selon Peter Blumauer, le pilote n'a probablement pas eu le temps d'envoyer un message à la tour de contrôle.

Des contrôleurs aériens ont déclaré que le pilote n'avait rien signalé d'anormal avant que l'avion disparaisse des écrans radar 16 minutes après son décollage de l'aéroport de Bangkok.

Peter Blumauer a déclaré qu'il était encore trop tôt pour être certain de la cause de la catastrophe. « Mais il semble de plus en plus probable que ce n'était pas une bombe », a-t-il ajouté.

Des témoins ont dit aux enquêteurs autrichiens et thaïlandais qu'ils avaient vu deux explosions avant que l'avion plonge vers la jungle.

« Selon les témoignages l'avion n'a pas explosé à mi-altitude. L'avion a explosé au moment où il s'appretait à toucher le sol », a déclaré Somboon Rahong.

Il ajoute que les enquêteurs de l'armée de l'air thaïlandaise ont exclu qu'un sabotage ait été à l'origine de la catastrophe aérienne.

## Incendie en Chine: 60 morts

Reuter  
HONG KONG

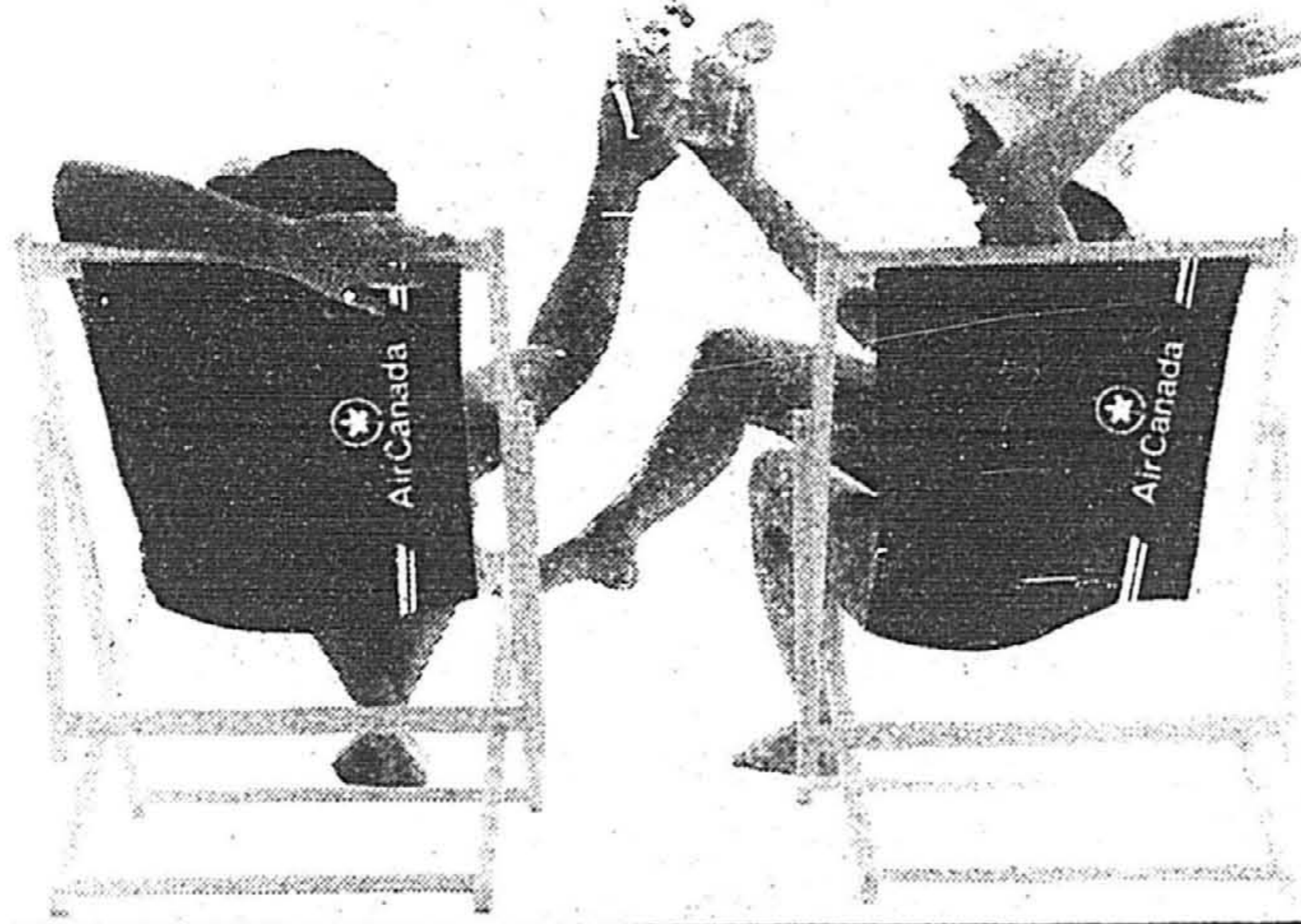
Plus de 60 personnes ont trouvé la mort et plus de 70 autres ont été blessées dans l'incendie d'une usine de Dongguan, dans la province méridionale chinoise de Guangdong, écrit vendredi le journal Wen Wei Pao.

Le journal, favorable à Pékin, cite des voyageurs arrivés à Hong Kong en provenance de Dongguan et selon lesquels le feu s'est déclaré jeudi en début de matinée et n'a été maîtrisé qu'au bout de quatre heures.

Une enquête a été ouverte sur la cause de l'incendie.

La plupart des victimes sont des ouvriers originaires d'autres provinces, qui étaient endormis dans un dortoir au moment où s'est produit l'incendie, rapporte le journal.

# Chauds! chauds! les billets rouges!



MIAMI	229\$
NASSAU	319\$
KINGSTON	359\$
MONTEGO BAY	359\$
BARBADE	399\$
HAÏTI	429\$
MARTINIQUE	459\$
SAINTE-LUCIE	449\$
ANTIGUA	549\$

Air Canada

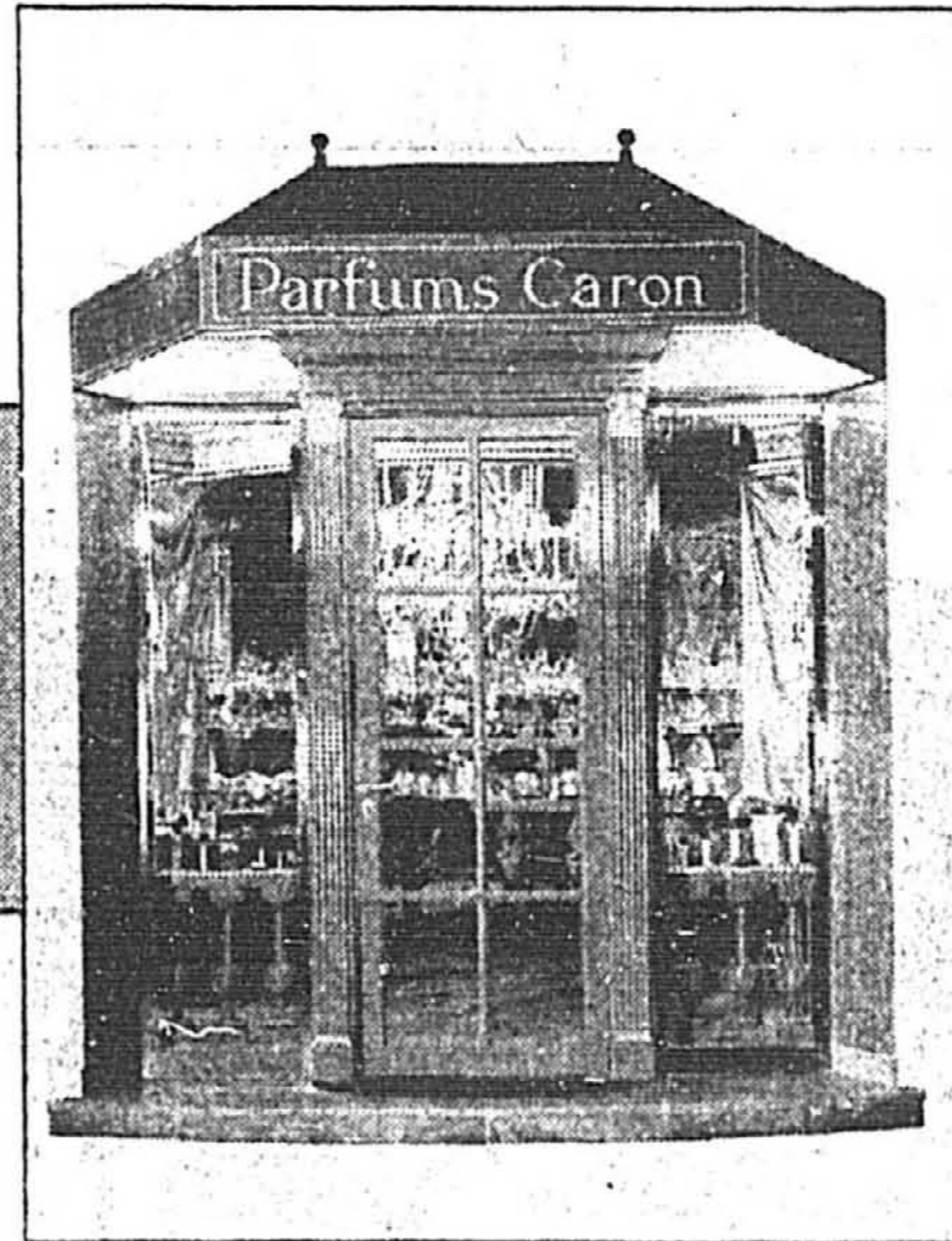
## PASSEPORT-BEAUTÉ

PRINTEMPS 1991

DESTINATION RENOUVEAU, DESTINATION BEAUTÉ pour finir la promotion en beauté...

Passeport-Beauté, votre visa pour découvrir des contrées où les fragrances les plus envoiées et les nuances les plus belles célèbrent avec brio le renouveau printanier.

AUJOURD'HUI, CARON VOUS INVITE À SA NOUVELLE BOUTIQUE!



Fleurs de Rocailles  
Nocturne  
Muguet de bonheur  
Bellodgia  
Pour un homme  
Infini

Venez visiter notre nouveau comptoir à la Baie, centre-ville de Montréal, vous y découvrirez Nocturne, Fleurs de Rocailles, Bellodgia, Muguet de bonheur, Infini et Pour un homme! Des fragrances enchanteuses dans un décor enchanteur.

DU 4 JUIN AU 8 JUIN, VENEZ RENCONTRER MADAME MARIE-ÉDITH PIERI!

Représentante internationale de la maison Parfums Caron. Elle vient directement de Paris pour inaugurer la nouvelle boutique Parfums Caron et pour vous parler des fragrances et produits Caron.

PRIME: en guise de lancement, à l'achat de toute fragrance Caron, vous recevrez, sans frais, un magnifique cadeau exclusif.

Centre-ville de Montréal seulement. Une prime par personne. Tant qu'il y en aura.

Parfums Caron

la Baie

